

Principales révisions intervenues sur les comptes de la Nation en 2006, 2007 et 2008

Cette note a pour objet d'exposer les principales révisions intervenues sur les comptes nationaux annuels publiés ce 15 mai 2009, par rapport à la publication de l'année précédente (15 mai 2008), ainsi qu'aux dernières publications des comptes trimestriels (premiers résultats du 13 février 2009, résultats détaillés du 27 mars 2009).

Du fait des délais de disponibilité de certaines sources statistiques, l'estimation d'un compte de la Nation pour une année donnée fait l'objet de quatre estimations successives. En premier lieu, une toute première estimation d'une partie des comptes de l'année n est fournie à l'occasion de la sortie des comptes trimestriels du quatrième trimestre : première estimation de la croissance et de l'équilibre entre ressources (PIB, importations) et emplois finals (consommation, investissement, exportations, variations de stocks) à la mi février de l'année $n+1$; première estimation du compte des sociétés non financières et de celui des ménages à la fin mars de l'année $n+1$. Ces premières estimations issues des comptes trimestriels sont corrigées des jours ouvrables. En second lieu, à la mi mai de l'année $n+1$, sont publiés des comptes annuels complets bruts (ie non corrigés des jours ouvrables) pour l'année n (compte provisoire), l'année $n-1$ (compte semi-définitif) et l'année $n-2$ (compte définitif).

Pour un compte provisoire, les révisions par rapport à la première estimation fournie par les comptes trimestriels proviennent principalement de trois éléments. D'une part, l'établissement du compte provisoire nécessite d'intégrer les comptes définitif de l'année $n-2$ et semi-définitif de l'année $n-1$; cette intégration conduit à modifier certaines évaluations relatives à l'année n . D'autre part, le compte provisoire est calé sur des données annuelles non intégrées jusqu'alors, en particulier le compte des administrations publiques, le compte des institutions financières et le compte de l'agriculture. Enfin, le compte provisoire intègre le résultat d'un travail spécifique, visant à assurer la cohérence - d'un point de vue économique - des équilibres emplois-ressources par produit en volume et en prix à un niveau fin.

Pour un compte semi-définitif, les révisions par rapport au compte provisoire proviennent principalement des révisions des sources d'information sur les comptes des administrations publiques et des sociétés financières, de la disponibilité d'informations fines relatives à la consommation des ménages et de la disponibilité des données du « système intermédiaire d'entreprises » (SIE) dans sa version semi-définitive. Le SIE permet d'effectuer la synthèse d'informations statistiques et administratives sur les entreprises non financières (déclarations fiscales, enquêtes annuelles d'entreprises), qui ne sont pas disponibles au moment de la confection du compte provisoire.

Pour un compte définitif, la principale source de révision par rapport au compte semi-définitif provient de la disponibilité des données du SIE dans sa version définitive (soit sur un champ exhaustif). En particulier, la valeur ajoutée des entreprises non financières du compte définitif est calée sur ces données d'entreprises.

Ainsi, à l'occasion de la publication du compte provisoire 2008, les comptes annuels définitif 2006 et semi-définitif 2007 apportent des révisions aux comptes semi-définitif 2006 et provisoire 2007 publiés l'an passé. En outre, le compte provisoire 2008 apporte des révisions aux premières estimations fournies lors des publications des comptes trimestriels relatifs au quatrième trimestre, intervenues mi février et fin mars derniers.

Fiche de PIB en volume, en valeur et en prix, données brutes

Tableau A : Fiche de PIB en volume, données brutes (évolution en %)

	Anciennes séries			Nouvelles séries		
	2006	2007	2008	2006	2007	2008
PIB	2,2	2,2		2,2	2,3	0,4
Importations	6,1	5,5		5,6	5,4	0,8
Dépenses de consommation des ménages	2,3	2,5		2,4	2,4	1,0
Consommation des APU	1,3	1,4		1,3	1,5	1,2
FBCF totale	4,8	4,9		4,1	6,5	0,6
Dont ménages	7,1	3,0		6,4	5,5	-1,4
Dont ENF	4,9	7,4		4,2	8,7	2,6
Dont APU	-2,3	1,8		-2,7	4,5	-4,4
Exportations	5,4	3,1		4,8	2,6	-0,2
Stocks (contrib au PIB)	-0,1	0,1		0,0	0,0	-0,3

Tableau B : Fiche de PIB en valeur, données brutes (évolution en %)

	Anciennes séries			Nouvelles séries		
	2006	2007	2008	2006	2007	2008
PIB	4,7	4,7		4,7	4,9	2,9
Importations	9,2	6,1		9,0	6,1	4,9
Dépenses de consommation des ménages	4,5	4,5		4,5	4,5	3,8
Consommation des APU	3,4	3,7		3,3	3,5	3,4
FBCF totale	9,2	8,1		8,4	9,5	4,5
Dont ménages	14,0	6,6		12,9	9,6	4,0
Dont ENF	8,0	10,1		7,3	11,2	5,5
Dont APU	2,2	6,1		1,5	7,8	0,2
Exportations	7,7	3,6		7,4	4,0	2,6
Stocks (contrib au PIB)	-0,0	0,4		0,1	0,1	-0,3

Tableau C : Fiche de PIB en prix, données brutes (évolution en %)

	Anciennes séries			Nouvelles séries		
	2006	2007	2008	2006	2007	2008
PIB	2,5	2,5		2,4	2,5	2,5
Importations	2,9	0,6		3,2	0,7	4,0
Dépenses de consommation des ménages	2,2	2,0		2,1	2,1	2,8
Consommation des APU	2,1	2,2		2,1	1,9	2,1
FBCF totale	4,2	3,0		4,1	2,8	3,9
Dont ménages	6,5	3,5		6,1	4,0	5,5
Dont ENF	3,0	2,5		3,0	2,3	2,8
Dont APU	4,6	4,2		4,3	3,2	4,8
Exportations	2,2	0,5		2,5	1,4	2,9
Stocks (contrib au PIB)	0,1	0,2		0,1	0,1	0,0

Anciennes séries : comptes nationaux annuels publiés le 15 mai 2008

Nouvelles séries : comptes nationaux annuels publiés le 15 mai 2009

Fiche de PIB en volume, en valeur et en prix, données corrigées des jours ouvrés

Les séries corrigées des jours ouvrés correspondent à celles publiées par les comptes trimestriels.

Tableau D : Fiche de PIB en volume, données CJO (évolution en %)

	Anciennes séries			Nouvelles séries		
	2006	2007	2008	2006	2007	2008
PIB	2,4	2,1	0,7	2,4	2,3	0,3
Importations	6,6	5,9	2,0	5,9	5,4	0,6
Dépenses de consommation des ménages	2,5	2,5	1,3	2,6	2,4	0,9
Consommation des APU	1,4	1,4	1,5	1,4	1,5	1,1
FBCF totale	5,0	4,9	0,3	4,4	6,5	0,4
Dont ménages	7,1	3,0	-1,1	6,4	5,5	-1,4
Dont ENF	5,4	7,3	1,4	4,7	8,6	2,4
Dont APU	-2,1	1,7	-1,2	-2,5	4,4	-4,5
Exportations	5,6	3,2	1,1	5,0	2,5	-0,5
Stocks (contrib au PIB)	-0,1	0,2	-0,2	0,0	0,0	-0,3

Tableau E : Fiche de PIB en valeur, données CJO (évolution en %)

	Anciennes séries			Nouvelles séries		
	2006	2007	2008	2006	2007	2008
PIB	4,9	4,6	2,9	4,9	4,8	2,8
Importations	9,4	6,3	4,8	9,3	6,2	4,6
Dépenses de consommation des ménages	4,7	4,5	4,1	4,8	4,5	3,7
Consommation des APU	3,5	3,6	2,9	3,4	3,4	3,3
FBCF totale	9,5	8,0	4,2	8,7	9,4	4,4
Dont ménages	14,0	6,6	5,3	12,9	9,6	3,9
Dont ENF	8,5	10,0	3,8	7,8	11,0	5,3
Dont APU	2,4	6,0	3,4	1,7	7,7	0,1
Exportations	8,0	3,6	1,5	7,6	4,0	2,3
Stocks (contrib au PIB)	-0,1	0,3	0,0	0,1	0,1	-0,3

Tableau F : Fiche de PIB en prix, données CJO (évolution en %)

	Anciennes séries			Nouvelles séries		
	2006	2007	2008	2006	2007	2008
PIB	2,5	2,5	2,2	2,4	2,5	2,5
Importations	-2,7	0,4	2,7	3,2	0,7	4,0
Dépenses de consommation des ménages	2,2	2,0	2,8	2,1	2,1	2,8
Consommation des APU	2,1	2,2	1,4	2,1	1,9	2,1
FBCF totale	4,2	3,0	3,8	4,1	2,8	3,9
Dont ménages	6,5	3,5	6,4	6,1	4,0	5,5
Dont ENF	3,0	2,5	2,4	3,0	2,3	2,8
Dont APU	4,7	4,2	4,7	4,4	3,2	4,8
Exportations	2,2	0,5	0,3	2,5	1,4	2,8
Stocks (contrib au PIB)	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	-0,0

Anciennes séries : résultats détaillés du quatrième trimestre de 2007, publiés le 27 mars 2009

Nouvelles séries : premiers résultats du premier trimestre de 2008, publiés le 15 mai 2009

Principales révisions intervenues sur le compte définitif 2006 par rapport au compte semi-définitif 2006

1 Principales révisions sur l'équilibre emplois-ressources de 2006

Le PIB augmente de 2,2 % en volume dans le compte 2006 définitif, une hausse inchangée par rapport à celle estimée dans le compte semi-définitif. La hausse en valeur est elle-aussi inchangée : le PIB augmente de 4,7 %, comme dans la précédente campagne.

La contribution de la consommation finale à la croissance en volume du PIB est de +1,7 point, soit une révision de +0,1 point par rapport au compte semi-définitif, proche de celle de 2005 (+1,8 point). La contribution de la FBCF est de +0,8 point, révisée en légère baisse. Le mouvement est compensé par la contribution des variations des stocks à l'évolution en volume du PIB, désormais neutre en 2006 (-0,1 point au compte semi-définitif). La contribution négative du solde extérieur est un peu plus importante dans ce compte définitif (-0,3 point) qu'elle ne l'était dans le compte semi-définitif (-0,2 point), mais nettement moins importante que dans le compte 2005 définitif (-0,7 point). Cette moindre contribution négative du commerce extérieur reste le principal facteur d'accélération de l'activité par rapport à 2005.

Tableau 1a : fiche de PIB en volume, révisions des comptes pour 2006

Biens et services : équilibre ressources emplois, évolutions en volume (variations par rapport à l'année précédente, en %)

Comptes	2005		2006	
	Définitif		Semi-définitif	Définitif
	valeur, Md€	%	%	%
PIB	1 726,1	1,9	2,2	2,2
Importations	464,6	5,9	6,1	5,6
Dépenses de consommation	1 390,1	2,2	2,0	2,1
dont ménages	958,7	2,6	2,3	2,4
dont APU	408,6	1,2	1,3	1,3
FBCF	344,4	4,4	4,8	4,1
dont ENF	178,4	3,7	4,9	4,2
dont ménages	94,0	5,9	7,1	6,4
dont instituts financiers	9,3	-3,2	24,2	23,4
dont APU	57,0	6,9	-2,3	-2,7
Exportations	449,8	3,1	5,4	4,8
Contributions :				
Consommation	1 390,1	1,8	1,6	1,7
FBCF	344,4	0,8	0,9	0,8
Variations de stocks	6,5	0,0	-0,1	0,0
Solde extérieur	- 14,9	-0,7	-0,2	-0,3

Tableau 1b : fiche de PIB en valeur, révisions des comptes pour 2006

Biens et services : équilibre ressources emplois, évolutions en valeur (variations par rapport à l'année précédente, en %)

Comptes	2005		2006	
	Définitif		Semi-définitif	Définitif
	valeur, Md€	%	%	%
PIB	1 726,1	4,0	4,7	4,7
Importations	464,6	9,3	9,2	9,0
Dépenses de consommation	1 390,1	4,2	4,2	4,2
dont ménages	958,7	4,5	4,5	4,5
dont APU	408,6	3,8	3,4	3,3
FBCF	344,4	7,5	9,2	8,4
dont ENF	178,4	6,1	8,0	7,3
dont ménages	94,0	10,1	14,0	12,9
dont instituts financiers	9,3	0,1	27,8	27,0
dont APU	57,0	10,4	2,2	1,5
Exportations	449,8	5,4	7,7	7,4
Contributions :				
Consommation	1 390,1	3,4	3,4	3,4
FBCF	344,4	1,4	1,8	1,7
Variations de stocks	6,5	0,1	0,0	0,1
Solde extérieur	- 14,9	-1,0	-0,5	-0,5

1.1 La consommation en volume est révisée en légère hausse.

La croissance de la dépense de consommation des ménages a globalement été révisée de -0,1 Md€ en valeur, soit une évolution inchangée (4,5 %). En volume, les dépenses de consommation des ménages sont révisées de +0,5 Md€ (+0,1 point) par rapport au compte semi-définitif (cf. tableau 1.1.1).

En valeur, la révision du dynamisme des dépenses des ménages résulte notamment :

- pour 1,9 Md€, de la révision sur le champ de la consommation « commercialisable », suite à l'exploitation du SIE définitif sur le champ des entreprises de commerce (dont le chiffre d'affaires permet d'estimer les montants globaux des biens consommés transitant dans les circuits de distribution) ;
- pour 1,0 Md€, de la révision sur le champ des services principalement marchands, suite aux informations nouvelles disponibles sur les chiffres d'affaires des entreprises, dans la branche des hôtels-cafés-restaurants notamment ;
- en sens inverse, pour -2,6 Mds€, de la révision du dynamisme des loyers, en raison de l'intégration de l'enquête logement 2006 pour l'estimation des effets-qualités ; ces derniers étaient jusqu'alors extrapolés depuis 2002 à partir des enquêtes logement précédentes (celles de 1996 et de 2002).

Par ailleurs, la révision en valeur de consommation de services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) se monte à +0,3 Md€. Enfin, la consommation en éducation, santé, action sociale, notamment dans le domaine des services à la personne, a été révisée de -0,6 Md€, soit -1,4 point.

Les déflateurs de consommation par produit sont traditionnellement quasi-inchangés entre le compte semi-définitif et le compte définitif, car ils sont assis pour la plupart sur les indices de prix à la consommation (IPC), déjà disponibles l'an passé à un niveau fin et qui ne sont pas révisés. Lors de ce compte, le déflateur de la consommation est pourtant revu de -0,1 point, en raison d'un changement de méthode intervenu pour les loyers dans le compte satellite du logement, sur lequel le compte central est calé. L'approximation retenue jusqu'à présent, qui consistait à retenir l'évolution de juillet à juillet, a été abandonnée au profit d'un calcul en moyenne annuelle. Cette modification conduit à réviser l'évolution des prix des loyers de +3,6 % à +3,4 %.

Parmi les postes révisés en hausse en volume figurent les biens manufacturés (contribution de +0,2 point à la révision de croissance de consommation en volume, dont +0,1 point pour les seuls biens de consommation), ainsi que les dépenses des ménages en services auprès des particuliers, notamment les hôtels-cafés-restaurants (+0,2 point). A l'inverse, les dynamismes de la consommation en logement (-0,2 point, en raison de la révision des comptes du logement) et en action sociale (-0,1 point) sont revus à la baisse.

Tableau 1.1.1 : révisions des dépenses de consommation des ménages par produit

Consommation des ménages : révisions des évolutions en 2006, en niveau et en %, selon les produits

	2005		2006 : évolution en volume				2006 : évolution en valeur				Contribution à la révision définitif - SD		
	Définitif	Semi-définitif	Définitif		Semi-définitif		Définitif		volume	valeur	prix		
			Md€	%	Md€	%	Md€	%				Md€	%
Agriculture	29,4	0,0	-0,2	0,0	0,1	1,1	3,6	1,1	3,8	0,0	0,0	0,0	
IAA	142,5	1,3	0,9	1,4	1,0	2,9	2,0	2,9	2,1	0,0	0,0	0,0	
Industrie manufacturière	240,9	7,1	2,9	9,0	3,7	6,1	2,5	7,8	3,2	0,2	0,2	0,0	
- biens de consommation	131,6	4,8	3,6	6,0	4,6	3,8	2,9	4,9	3,8	0,1	0,1	0,0	
- automobile	56,2	-0,7	-1,3	-0,4	-0,8	0,2	0,3	0,5	0,9	0,0	0,0	0,0	
- biens d'équipement	16,0	2,3	14,6	2,4	15,1	1,0	6,0	1,0	6,5	0,0	0,0	0,0	
- biens intermédiaires	37,0	0,7	1,9	1,0	2,7	1,0	2,8	1,3	3,5	0,0	0,0	0,0	
Energie	72,2	-0,3	-0,4	-0,4	-0,5	3,8	5,3	3,8	5,2	0,0	0,0	0,0	
Construction	9,7	0,4	4,0	0,4	4,0	0,8	8,2	0,8	8,3	0,0	0,0	0,0	
Commerce	19,8	-0,1	-0,3	0,0	0,1	0,7	3,7	0,8	4,0	0,0	0,0	0,0	
Transport	27,1	1,1	4,1	1,1	3,9	1,6	5,9	1,7	6,1	0,0	0,0	0,0	
Activités financières	47,2	2,4	5,0	2,3	4,9	6,5	13,9	6,5	13,7	0,0	0,0	0,0	
- dont SIFIM	9,3	0,0	0,3	0,1	1,0	3,0	31,8	3,3	35,5	0,0	0,0	0,0	
Activités immobilières	175,3	5,6	3,2	3,5	2,0	12,1	6,9	9,6	5,5	-0,2	-0,3	0,0	
Services aux entreprises	47,4	2,6	5,4	2,2	4,6	1,5	3,2	1,3	2,6	0,0	0,0	0,0	
Services aux particuliers	111,8	1,1	1,0	2,7	2,4	3,7	3,4	5,2	4,6	0,2	0,1	0,0	
Education, santé, action sociale	44,0	2,1	4,8	1,6	3,6	3,7	8,4	3,1	7,0	-0,1	-0,1	0,0	
Administration	0,4	0,0	-0,5	0,0	3,2	0,0	1,2	0,0	5,0	0,0	0,0	0,0	
Consommation hors du territoire	-8,9	-1,0	11,4	-1,0	11,5	-1,2	13,8	-1,2	13,9	0,0	0,0	0,0	
Total	958,7	22,2	2,3	22,8	2,4	43,4	4,5	43,3	4,5	0,1	0,0	-0,1	

Par ailleurs, les dépenses de consommation des administrations publiques (APU) sont au total révisées en valeur de -0,3 Md€, la croissance passant de +3,4% au compte semi-définitif à +3,3 % (cf tableau 1.1.2).

La croissance des dépenses individualisables (santé, éducation..) est révisée de -0,5 Md€, soit -0,2 point en valeur, partagé à parts égales entre effet prix et effet volume. A l'inverse, le dynamisme des dépenses collectives est révisé de 0,2 Md€ à la hausse, soit +0,1 point.

Tableau 1.1.2 : révisions des dépenses de consommation des APU par produit

Consommation des APU : révisions des évolutions en 2006, en niveau et en %, selon les produits

	2005	2006 : évolution en volume				2006 : évolution en valeur				Contribution à la révision définitif - SD			
		Définitif	Semi-définitif		Définitif		Semi-définitif		Définitif		volume	valeur	prix
			Md€	Md€	%	Md€	%	Md€	%	Md€			
		Md€	Md€	%	Md€	%	Md€	%	Md€	%	%		
Produits marchands	92,0	2,7	3,0	2,9	3,1	4,0	4,4	4,0	4,3	0,1	0,0	-0,1	
dont santé	40,5	0,6	1,5	0,6	1,5	1,7	4,3	1,6	3,8	0,0	-0,1	-0,1	
Produits non-marchands	173,8	1,2	0,7	0,8	0,4	5,9	3,4	5,4	3,1	-0,2	-0,2	0,0	
dont éducation	80,9	-0,4	-0,5	-0,5	-0,7	2,0	2,5	1,4	1,8	0,0	-0,2	-0,2	
dont santé	50,1	0,5	1,1	0,6	1,1	1,5	3,0	1,9	3,9	0,0	0,2	0,1	
Total Conso individualisable	265,8	3,9	1,5	3,6	1,4	9,9	3,7	9,4	3,5	-0,1	-0,2	-0,1	
Total Conso collective	142,8	1,4	1,0	1,5	1,1	4,1	2,8	4,2	3,0	0,1	0,1	0,0	
Total	408,6	5,3	1,3	5,1	1,3	14,0	3,4	13,6	3,3	0,0	-0,1	0,0	

1.2 L'investissement est revu en légère baisse.

Globalement, la FBCF totale est revue de -0,8 point (-2,8 Mds€) en valeur et de -0,6 point (-2,1 Mds€) en volume (cf. tableau 1.2.1).

Le dynamisme des dépenses des ménages est revu à la baisse (-1,1 Md€ en valeur et -0,6 Md€ en volume). La croissance reste néanmoins de +12,9 % en valeur et de +6,4 % en volume, attestant du fort dynamisme du logement neuf en 2006. Les ménages restent ainsi les principaux contributeurs à la vigueur des dépenses totales en produits liés à l'immobilier.

Tableau 1.2.1 : principales révisions de la FBCF par secteur institutionnel

FBCF : révisions des évolutions en 2006, en niveau et en %, selon les secteurs institutionnels

	2005	2006 : évolution en volume				2006 : évolution en valeur				Contribution à la révision définitif - SD			
		Définitif	Semi-définitif		Définitif		Semi-définitif		Définitif		volume	valeur	prix
			Md€	Md€	%	Md€	%	Md€	%	Md€			
		Md€	Md€	%	Md€	%	Md€	%	Md€	%	%		
Entreprises non financières	178,4	8,7	4,9	7,5	4,2	14,3	8,0	13,0	7,3	-0,3	-0,4	0,0	
Ménages	94,0	6,6	7,1	6,0	6,4	13,1	14,0	12,1	12,9	-0,2	-0,3	-0,1	
Administrations publiques	57,0	-1,3	-2,3	-1,5	-2,7	1,2	2,2	0,9	1,5	-0,1	-0,1	-0,1	
Autres secteurs (IF notamment)	15,0	2,4	16,0	2,3	15,5	2,9	19,7	2,9	19,3	0,0	0,0	0,0	
Total	344,4	16,4	4,8	14,3	4,1	31,7	9,2	28,8	8,4	-0,6	-0,8	-0,2	

Les dépenses d'investissements des APU sont révisées de -0,4 Md€ (-0,7 point). Les dépenses en bâtiment et travaux publics contribuent pour l'essentiel à cette révision. Atones en valeur, ces dépenses d'investissements des APU reculent en volume de 2,7 %. Ce phénomène s'explique en partie par un désinvestissement en bâtiments publics (vente à d'autres secteurs institutionnels) qui a atteint 0,8 Md€ en 2006.

L'évaluation de la FBCF des entreprises non financières (ENF, soit les entreprises individuelles et les sociétés non financières) résulte en base 2000 de la confrontation des équilibres emplois-ressources au niveau fin et de l'information apportée par le SIE sur l'évolution des immobilisations des entreprises. Sa croissance en valeur a été révisée en baisse dans le compte définitif (+7,3 %). Le partage volume-prix n'a globalement pas été modifié, si bien que la croissance en volume répercute cette révision, passant de +4,9 % à +4,2 %.

Par produit, pour l'ensemble des secteurs institutionnels, la révision d'ensemble en volume (-0,6 %) se concentre principalement sur la construction (contribution de -0,4 point) et les biens manufacturés (-0,2 point), notamment l'automobile. En revanche, l'investissement en activités immobilières et en services aux particuliers ont été revus à la hausse, compte tenu des informations nouvelles apportées par le SIE définitif.

Tableau 1.2.2 : principales révisions de la FBCF par produit

FBCF tous SI: révisions des évolutions en 2006, en niveau et en %, selon les produits

	2005		2006 : évolution en volume				2006 : évolution en valeur				Contribution à la révision définitif - SD		
	Définitif	Semi-définitif		Définitif		Semi-définitif		Définitif		volume	valeur	prix	
		Md€	Md€	%	Md€	%	Md€	%	Md€				%
Agriculture	1,4	0,0	3,0	0,0	-1,1	0,1	7,3	0,0	2,8	0,0	0,0	0,0	
Industrie manufacturière	94,7	2,2	2,3	1,5	1,6	3,5	3,7	2,5	2,6	-0,2	-0,3	-0,1	
- biens de consommation	6,1	0,4	6,2	0,1	1,1	0,3	5,6	0,1	1,2	-0,1	-0,1	0,0	
- automobile	22,3	0,7	2,9	0,1	0,7	1,6	7,1	0,8	3,7	-0,1	-0,2	-0,1	
- biens d'équipement	60,7	1,1	1,9	1,2	1,9	1,4	2,2	1,3	2,1	0,0	0,0	0,0	
- biens intermédiaires	5,6	0,0	0,3	0,1	2,0	0,2	3,6	0,3	5,5	0,0	0,0	0,0	
Construction	167,0	8,7	5,2	7,2	4,3	19,4	11,6	17,1	10,3	-0,4	-0,7	-0,2	
Activités immobilières	21,5	1,6	7,3	2,0	9,3	2,9	13,7	3,5	16,5	0,1	0,2	0,0	
Services aux entreprises	56,8	4,4	7,7	3,6	6,3	6,1	10,8	5,6	9,9	-0,2	-0,2	0,1	
Services aux particuliers	3,1	-0,5	-16,7	0,0	-1,1	-0,4	-13,9	0,0	1,4	0,1	0,1	0,0	
Total	344,4	16,4	4,8	14,3	4,1	31,7	9,2	28,8	8,4	-0,6	-0,8	-0,2	

1.3 La contribution des stocks à la croissance est neutre en volume.

Dans le compte 2006 semi-définitif, la variation des stocks contribuait négativement à la croissance (-0,1 point en volume). Dans le compte 2006 définitif, elle est révisée légèrement en hausse et son effet sur l'évolution de l'activité devient neutre, comme en 2005. En valeur, les variations de stocks dans le compte définitif 2006 atteignent 7,4 Mds€, supérieures de 1,8 Md€ à celles du compte définitif 2005 (+5,6 Mds€) ; elles contribuent donc pour 0,1 point à la croissance du PIB en valeur (soit +0,1 point par rapport au compte semi-définitif).

L'essentiel de cette révision en hausse provient de l'automobile et de l'énergie. Pour ces produits, elle trouve sa justification dans deux nouvelles informations : d'une part, l'information sur les stocks apportée par le SIE dans sa version définitive, dont l'exploitation constitue une estimation directe de cette variable, après une première version lors du compte semi-définitif ; d'autre part, les nécessités de l'équilibrage entre ressources et emplois à un niveau fin.

Tableau 1.3 : principales révisions des variations de stocks par produit

Variations des stocks : révisions des évolutions en 2006, en niveau et en %, selon les produits

	2005		2006 : évolution en volume				2006 : évolution en valeur				Contribution à la révision définitif - SD		
	Définitif	Semi-définitif		Définitif		Semi-définitif		Définitif		volume	valeur	prix	
		Md€	Md€	variation	Md€	variation	Md€	variation	Md€				variation
Agriculture	1,4	1,7	0,3	1,8	0,4	2,9	1,5	3,2	1,8	0,1	0,3	0,2	
IAA	0,9	-0,4	-1,3	-0,7	-1,6	-0,3	-1,1	-0,5	-1,4	-0,3	-0,3	0,0	
Industrie manufacturière	3,7	1,9	-1,7	3,1	-0,5	2,3	-1,4	3,2	-0,5	1,2	0,9	-0,3	
- biens de consommation	1,0	0,1	-0,9	0,2	-0,7	0,1	-0,9	0,2	-0,8	0,2	0,1	0,0	
- automobile	0,9	-0,1	-1,0	0,8	-0,1	-0,1	-1,0	0,8	-0,1	0,9	0,8	-0,1	
- biens d'équipement	1,4	1,9	0,5	2,2	0,8	2,1	0,6	2,3	0,9	0,3	0,2	-0,1	
- biens intermédiaires	0,4	0,0	-0,3	-0,1	-0,5	0,2	-0,2	-0,1	-0,4	-0,2	-0,3	-0,1	
Energie	-0,4	-0,2	0,2	0,8	1,2	-0,2	0,2	0,9	1,4	1,0	1,2	0,1	
Construction	-0,5	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	
Services aux entreprises	0,6	0,5	-0,1	0,6	0,0	0,5	-0,1	0,6	0,0	0,1	0,1	0,0	
Total	5,6	3,3	-2,3	5,6	0,0	5,1	-0,5	7,4	1,8	2,3	2,3	0,1	
Contributions à l'évolution du PIB			-0,1%		0,0%		0,0%		0,1%	0,1%	0,1%	0,0%	

1.4 Les flux des échanges extérieurs sont révisés en baisse ; la contribution négative du solde extérieur à la croissance en volume est légèrement accentuée.

La croissance des exportations en 2006 a été révisée de -0,3 point (-1,5 Md€) en valeur, et de -0,6 point en volume (-2,7 Mds€, cf. tableau 1.4.1).

Les exportations de produits manufacturés ont été revues à la baisse (contribution de -0,3 point en valeur), malgré une révision en hausse des chiffres douaniers (contribuant pour +0,1 point), car les flux d'échanges de téléphones portables ont été rabaissés pour neutraliser les effets d'une « fraude carrousel » à la TVA (l'impact sur les statistiques d'importation est identique). Par ailleurs, le partage volume-prix a été légèrement modifié, si bien qu'*in fine* les exportations en volume ont été abaissées de 0,6 point. Cette révision résulte de la mise en cohérence de la structure des prix entre ressources et emplois.

Les exportations de services de transport ont également été revues en hausse (contribution de +0,1 point en valeur, de +0,2 point en volume), de façon à assurer une plus grande cohérence entre données du SIE sur les évolutions du chiffre d'affaires à l'exportation et données de la balance des paiements. Les exportations de services financiers, et notamment de SIFIM, ont en revanche été revues en baisse en valeur (contribution de -0,1 point).

Tableau 1.4.1 : principales révisions des exportations

Exportations : révisions des évolutions en 2006, en niveau et en %, selon les produits

	2005		2006 : évolution en volume				2006 : évolution en valeur				Contribution à la révision définitif - SD		
	Définitif		Semi-définitif		Définitif		Semi-définitif		Définitif		volume	valeur	prix
	Md€		Md€	%	Md€	%	Md€	%	Md€	%			
Agriculture	10,4	-0,2	-1,6	-0,1	-1,3	0,4	3,6	0,4	3,8		0,0	0,0	0,0
IAA	30,5	2,0	6,5	1,9	6,3	2,4	7,9	2,4	8,0		0,0	0,0	0,0
Industrie manufacturière	299,3	21,1	7,0	18,3	6,1	26,8	8,9	25,4	8,5		-0,6	-0,3	0,3
- biens de consommation	55,0	4,0	7,3	3,9	7,2	3,8	6,9	4,0	7,2		0,0	0,0	0,1
- automobile	52,2	-0,8	-1,5	-0,9	-1,7	-1,1	-2,2	-1,1	-2,0		0,0	0,0	0,0
- biens d'équipement	84,3	10,7	12,7	8,7	10,3	11,9	14,1	10,1	12,0		-0,5	-0,4	0,0
- biens intermédiaires	107,8	7,1	6,6	6,6	6,1	12,2	11,3	12,4	11,5		-0,1	0,0	0,2
Energie	17,2	0,0	0,0	-0,5	-2,9	2,2	12,7	2,2	12,7		-0,1	0,0	0,1
Commerce	3,4	0,3	8,0	0,1	3,9	0,3	8,7	0,2	5,2		0,0	0,0	0,0
Transport	18,4	-0,4	-2,3	0,4	2,2	0,3	1,6	0,9	4,9		0,2	0,1	-0,1
Activités financières	6,4	0,8	11,9	0,8	12,9	0,4	6,9	-0,2	-2,8		0,0	-0,1	-0,2
- dont SIFIM	4,0	0,8	20,4	0,9	22,2	0,6	15,5	0,0	0,1		0,0	-0,1	-0,2
Services aux entreprises	27,5	0,3	1,2	0,2	0,6	0,7	2,6	0,7	2,5		0,0	0,0	0,0
Services aux particuliers	2,1	-0,2	-10,6	-0,2	-10,4	-0,2	-8,3	-0,2	-8,3		0,0	0,0	0,0
Education, santé, action sociale	0,6	-0,1	-12,1	-0,1	-11,9	-0,1	-9,6	-0,1	-9,6		0,0	0,0	0,0
Consommation hors du territoire	34,0	0,8	2,3	0,8	2,4	1,5	4,5	1,5	4,5		0,0	0,0	0,0
Total	449,8	24,3	5,4	21,6	4,8	34,8	7,7	33,3	7,4		-0,6	-0,3	0,3

Par rapport au compte semi-définitif, les importations ont été révisées de -0,2 point en valeur (-0,8 Md€) et de -0,5 point en volume (-2,3 Mds€, cf. tableau 1.4.2).

Les produits manufacturés contribuent à cette révision à hauteur de -0,2 point en valeur, en raison notamment de l'impact de la correction visant à neutraliser l'effet de la « fraude carrousel » à la TVA sur les statistiques douanières. Le partage volume-prix a par ailleurs été revu pour un certain nombre de produits, dans le but d'assurer une plus grande cohérence de prix entre emplois et ressources : l'estimation de la hausse en volume s'en trouve quasi inchangée.

Les services de transport sont révisés à la hausse et contribuent pour 0,2 point à la révision des importations totales en valeur, pour +0,1 point à celle des volumes. Ces révisions résultent de la mise en cohérence entre données du SIE et données de la balance des paiements, après concertation avec la Banque de France.

Tableau 1.4.2 : principales révisions des importations

Importations : révisions des évolutions en 2006, en niveau et en %, selon les produits

	2005		2006 : évolution en volume				2006 : évolution en valeur				Contribution à la révision définitif - SD		
	Définitif	Md€	Semi-définitif		Définitif		Semi-définitif		Définitif		volume	valeur	prix
			Md€	%	Md€	%	Md€	%	Md€	%			
Agriculture	8,9	0,4	4,2	0,4	4,6	0,2	2,2	0,2	2,6	0,0	0,0	0,0	
IAA	24,2	0,8	3,1	1,0	4,1	1,5	6,2	1,6	6,5	0,0	0,0	0,0	
Industrie manufacturière	303,0	24,9	8,2	22,7	7,5	25,9	8,5	24,9	8,2	-0,5	-0,2	0,3	
- biens de consommation	63,8	6,2	9,7	5,9	9,3	3,6	5,6	3,9	6,1	-0,1	0,1	0,1	
- automobile	43,4	1,5	3,5	1,5	3,4	2,0	4,6	2,1	4,9	0,0	0,0	0,0	
- biens d'équipement	80,1	10,0	12,5	8,1	10,2	8,5	10,7	6,8	8,4	-0,4	-0,4	0,0	
- biens intermédiaires	115,7	7,1	6,1	7,2	6,2	11,7	10,1	12,1	10,5	0,0	0,1	0,1	
Energie	54,6	-0,8	-1,5	-0,4	-0,8	10,4	19,0	10,5	19,2	0,1	0,0	-0,1	
Commerce	4,5	0,1	1,2	0,1	1,3	0,1	1,9	0,1	2,5	0,0	0,0	0,0	
Transport	24,4	0,3	1,2	1,0	4,0	1,5	6,2	2,3	9,3	0,1	0,2	0,0	
Activités financières	4,1	1,1	25,5	0,0	-1,1	1,3	32,5	0,3	8,4	-0,2	-0,2	0,0	
- dont SIFIM	0,3	0,2	52,2	0,0	14,0	0,1	32,4	0,1	36,1	0,0	0,0	0,0	
Services aux entreprises	25,1	2,2	8,7	2,4	9,4	2,9	11,5	3,1	12,5	0,0	0,1	0,0	
Services aux particuliers	2,3	-0,3	-11,4	-0,3	-11,4	-0,2	-9,1	-0,2	-9,3	0,0	0,0	0,0	
Education, santé, action sociale	0,3	0,0	-1,6	0,0	-1,6	0,0	1,2	0,0	1,2	0,0	0,0	0,0	
Correction territoriale	25,1	-0,2	-1,0	-0,2	-0,9	0,3	1,2	0,3	1,2	0,0	0,0	0,0	
Correction CAF-FAB	-11,7	0,2	-1,8	-0,4	3,1	-1,2	10,0	-1,2	10,4	-0,1	0,0	0,1	
Total	464,6	28,4	6,1	26,1	5,6	42,7	9,2	41,9	9,0	-0,5	-0,2	0,3	

Au total, en valeur, les exportations sont revues de -1,5 Md€ en 2006 et les importations de -0,8 Md€. Le solde de la balance des biens et services est donc abaissé de 0,7 Md€, aggravant le fort déficit entre le compte semi-définitif (-22,8 Mds€) et le compte définitif (-23,5 Mds€). La dégradation du solde en 2006 s'explique principalement par l'aggravation de la facture énergétique.

2 Principales révisions sur les comptes des secteurs institutionnels de 2006

2.1 La valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie est inchangée.

L'évolution de la valeur ajoutée (VA) des secteurs résidents s'établit à +4,3 % dans le compte définitif de 2006 ; elle n'est pas révisée par rapport au compte semi-définitif. Les deux révisions les plus importantes concernent les sociétés non financières et les ménages purs ; elles se compensent.

Tableau 2.1 : révision de la valeur ajoutée brute des secteurs institutionnels (en valeurs, Mds€)

	2005D	2006SD		2006D		révision en niveau	
	niveau	Niveau	évolution (%)	niveau	évolution (%)	niveau	%
Sociétés non financières	873,9	910,9	4,2	912,3	4,4	1,4	0,2
Sociétés financières	74,2	79,0	6,5	78,7	6,2	-0,3	-0,4
Administrations publiques	276,2	284,7	3,1	284,8	3,1	0,2	0,1
Ménages	305,6	321,6	5,3	319,5	4,6	-2,1	-0,7
dont EI	132,4	135,0	2,0	134,7	1,7	-0,3	-0,2
dont ménages purs	173,1	186,6	7,8	184,8	6,7	-1,8	-1,0
Institutions sans but lucratif au service des ménages	17,9	18,5	3,4	19,0	6,0	0,5	2,6
Total des secteurs institutionnels	1 547,8	1 614,7	4,3	1 614,3	4,3	-0,4	-0,0

La VA des SNF est révisée de 0,2 point à la hausse, soit 1,4 Md€. Cette révision résulte pour l'essentiel de la prise en compte du SIE dans sa version définitive, soit sur un champ exhaustif. Rappelons qu'en base 2000, la VA des entreprises non financières est quasiment calée sur l'information apportée par la statistique annuelle d'entreprises.

La VA des ménages purs est révisée sensiblement à la baisse (-1,8 Md€, soit 1 point). Cette révision résulte d'une nouvelle estimation des loyers et donc de la production de service de logement imputé aux ménages, elle-même liée à la mise à disposition des résultats de l'enquête logement 2006. Les résultats de cette enquête ont infirmé l'estimation faite jusqu'à présent sur la tendance de moyen terme des loyers en France, qui reposait sur une extrapolation de l'évolution annuelle moyenne observée entre 1996 et 2002 (les deux derniers points disponibles) réalisée dans le cadre des comptes du logement (Ministère du développement durable).

Les révisions des autres secteurs sont de faible ampleur. La valeur ajoutée des sociétés financières et celle des EI sont révisées à la baisse (chacune de -0,3 Md€). A l'inverse, les VA des APU et des ISBLSM sont révisées à la hausse de + 0,7 Md€ au total. Le compte des ISBLSM intègre des informations nouvelles sur les dons des ménages aux associations.

2.2 La révision à la hausse des revenus des bénéficiaires réinvestis en provenance du reste du monde améliore nettement le taux d'autofinancement des SNF.

Le taux de marge des sociétés non financières n'est presque pas revu (-0,1 point) entre les deux versions de compte ; il s'établit à 31,0 %. La rémunération des salariés est en effet révisée à la hausse un peu plus fortement que la valeur ajoutée. Au sein de la rémunération, le partage entre salaires bruts et cotisations employeurs a été modifié au profit des premiers.

Le solde des revenus de la propriété des SNF est révisé sensiblement à la hausse, de 5,5 Mds€. La principale révision est celle du solde des bénéficiaires réinvestis d'investissements directs étrangers calculés par la Balance des Paiements (+4,5 Mds€). Il s'agit des bénéficiaires non distribués de filiales étrangères majoritairement détenues par des entreprises résidentes, qui sont en comptabilité nationale conventionnellement « rapatriés » vers leur maison mère pour être réinvestis sous forme d'apport en capital (opération financière). Leur évaluation par la Balance des Paiements et plus généralement celle des revenus de la propriété (intérêts, dividendes) est soumise à de nombreuses révisions liées à de nouvelles informations ; certains changements de méthode sont également intervenus, mais les comptes nationaux les ont neutralisés, pour préserver la vraisemblance des évolutions d'une année sur l'autre.

Au final, la révision à la hausse des revenus de la propriété conduit à relever nettement l'épargne des SNF de +4,3 Mds€, soit 3,6 points.

Tableau 2.2.1 : compte des sociétés non financières (en milliards d'€)

	2005D	2006SD		2006D		révision en niveau	
	niveau	niveau	évolution (%)	niveau	évolution (%)	niveau	%
Valeur ajoutée	873,9	910,9	4,2	912,3	4,4	1,4	0,2
Salaires et traitements bruts	427,7	446,8	4,5	449,4	5,1	2,5	0,6
Excédent brut d'exploitation	268,8	283,0	5,3	282,9	5,3	-0,1	-0,0
Intérêts, dividendes et autres revenus de la propriété versés	263,0	292,4	11,2	296,0	12,6	3,6	1,4
Intérêts, dividendes et autres revenus de la propriété reçus	171,1	198,5	16,0	207,6	21,4	9,2	5,4
Revenu disponible brut / épargne brute	120,3	121,5	1,1	125,9	4,7	4,3	3,6
Formation brute de capital fixe	166,5	180,7	8,5	179,4	7,8	-1,2	-0,7

Dans le même temps, la FBCF des sociétés non financières est revue à la baisse (-1,2 Md€), si bien que le taux d'autofinancement se trouve revu à la hausse de 2,9 points (la révision des bénéficiaires réinvestis contribue pour 2,6 points). Au final, le taux d'autofinancement continue de s'inscrire à la baisse, mais sur une pente plus modérée que celle observée lors des deux années précédentes.

Tableau 2.2.2 : principaux ratios du compte des sociétés non financières

	2005D	2006SD		2006D		révision en niveau
	niveau	niveau	évolution (niveau)	niveau	évolution (niveau)	
Capacité de financement des SNF en milliards	-49,4	-57,0	-7,5	-54,4	-5,0	2,6
Taux de marge des SNF en pourcentage : EBE / VA	30,8	31,1	0,3	31,0	0,3	-0,1
Taux d'investissement des SNF en pourcentage : FBCF / VA	19,1	19,8	0,8	19,7	0,6	-0,2
Taux d'autofinancement des SNF en % : RDB / FBCF	72,2	67,3	-5,0	70,2	-2,1	2,9

2.3 Le compte des sociétés financières est relativement peu révisé

La valeur ajoutée des sociétés financières est peu revue (-0,3 point). La VA des institutions financières est révisée en baisse de -0,7 Md€ en raison d'une moindre production d'intermédiation financière (SIFIM) que celle enregistrée dans le cadre du compte semi-définitif. A l'inverse, les VA des assurances et des auxiliaires financiers sont révisées en hausse (+0,4 Md€).

Le solde des revenus financiers est légèrement révisé à la baisse (-0,5Md€) par rapport au compte semi-définitif. Deux révisions jouent en sens inverse : le solde des intérêts est revu à la baisse de 1,5 Md€, alors que le solde des bénéfices réinvestis (source : balance des paiements) est revu favorablement pour l'ensemble des sociétés financières résidentes de +1,1 Md€ (forte hausse des bénéfices réinvestis reçus, correspondant au « reversement » des bénéfices nets - au-delà des dividendes distribués - par les filiales étrangères à leurs maisons mères françaises ; ils atteignent 9,5 Mds€, après 7,2 Mds€ en 2005).

Tableau 2.3 : les comptes des sociétés financières (en valeur Mds €)

	2005D	2006SD		2006D		révision en niveau	
	niveau	niveau	évolution (%)	niveau	évolution (%)	niveau	%
Valeur ajoutée	74,2	79,0	6,5	78,7	6,2	-0,3	-0,4
dont : Institutions financières	45,7	48,1	5,3	47,4	3,6	-0,7	-1,5
Assurances	21,2	22,5	6,4	22,7	7,0	0,1	0,6
Auxiliaires financiers	7,3	8,4	15,0	8,7	19,3	0,3	3,7
revenus de la propriété versés	224,1	284,4	26,9	285,4	27,4	1,0	0,4
dont : Intérêts versés	151,9	202,4	33,3	203,0	33,7	0,6	0,3
Dividendes versés	31,5	37,7	19,8	37,9	20,5	0,2	0,6
Revenus de la propriété attribués aux assurés	38,8	42,5	9,5	42,5	9,5	0,0	0,0
revenus de la propriété reçus	236,3	292,4	23,7	292,9	23,9	0,5	0,2
dont : Intérêts reçus	190,8	241,5	26,6	240,6	26,1	-0,8	-0,4
Opérations d'assurance dommage des assurances	29,5	29,8	0,9	29,8	0,9	0,0	0,0
prestation sociales versées par les assurances	23,4	25,1	7,0	26,1	11,3	1,0	4,0
Epargne brute	26,8	21,2	-21,1	20,9	-22,2	-0,3	-1,1
Formation brute de capital fixe	12,6	15,5	22,9	15,5	22,4	-0,1	-0,4

Les prestations sociales sont revues en hausse de 1,0 Md€, suite à l'intégration d'informations sur les Institutions de prévoyance fournies par l'ACAM (Autorité de contrôle des assurances et des mutuelles).

Au final, l'épargne des sociétés financières est peu revue : elle s'inscrit en forte baisse par rapport à 2005 : -22,2 % (contre -21,1% au compte semi-définitif).

2.4 Malgré une révision à la hausse de la masse salariale perçue, le pouvoir d'achat des ménages est inchangé par rapport au compte semi-définitif.

En 2006, le revenu disponible brut des ménages progresse de 4,7 % et s'élève à 1179,5 Mds€ dans le compte définitif. Il est révisé à la baisse de 0,1 point (soit -1,0 Md€) par rapport au compte semi-définitif.

Les revenus d'activité (revenu mixte et salaires bruts) sont révisés en hausse de 2,8 Mds€. Le revenu mixte des entrepreneurs individuels est légèrement revu à la baisse (-0,5 Md€) en raison essentiellement de la révision à la hausse de leur consommation intermédiaire de SIFIM. En revanche, entre 2005 et 2006, les salaires bruts progressent de 4,4% contre 3,9% dans la campagne précédente. Une grosse partie de cette révision (2,2 Mds€ sur 3,3Mds€) est toutefois liée à une correction portée à l'enregistrement de l'adossement au régime de retraite de la Poste et compensée en miroir par de moindres cotisations employeurs. Hors cette correction qui n'a pas d'impact sur le RDB, les salaires bruts sont revus de 1,1 Md€ et l'ensemble des revenus d'activité de 0,5 Md€.

Cette révision en hausse des revenus du travail est plus que compensée par la révision à la baisse de l'EBE (-1,8 Md€) des ménages purs (essentiellement lié à l'activité de service de logement). La production de service de logement est révisée à la baisse -2,0 Mds€ et les consommations intermédiaires de SIFIM sur les crédits logement de -0,2 Md€.

Le solde des revenus de la propriété est quasiment inchangé par rapport au compte semi-définitif (+0,2 Md€). Cette stabilité globale résulte toutefois de révisions intervenues sur les différents types de revenus de la propriété, révisions qui se compensent. Les dividendes ont été revus à la hausse de 2,0 Mds€ et le solde des intérêts de + 1,3 Md€. A l'inverse, les « autres revenus de la propriété » sont revus à la baisse de -3,1 Mds€. Ces autres revenus distribués correspondent aux bénéfices des sociétés soumises à l'impôt sur le revenu, qui sont en comptabilité nationale conventionnellement réattribués aux ménages.

Tableau 2.4.1 : compte des ménages (en valeur, Mds €)

	2005D	2006SD		2006D		révision en niveau	
	niveau	niveau	évolution (%)	niveau	évolution (%)	niveau	%
Excédent brut d'exploitation/Revenu mixte	253,9	270,3	6,5	268,1	5,6	-2,2	-0,9
dont : revenu mixte des EI	108,4	113,0	4,2	112,4	3,7	-0,5	-0,5
EBE + revenu mixte hors EI	145,4	157,4	8,2	155,6	7,0	-1,7	-1,1
Salaires bruts reçus	666,2	692,5	3,9	695,7	4,4	3,3	0,5
Salaires nets reçus	576,2	597,9	3,8	600,0	4,1	2,1	0,4
Prestations sociales en espèces reçues	338,7	353,5	4,4	352,4	4,1	-1,1	-0,3
Transferts sociaux en nature reçus	288,6	299,4	3,7	299,4	3,7	-0,1	-0,0
Impôts sur le revenu	152,8	157,7	3,2	157,6	3,2	-0,0	-0,0
Cotisations sociales	351,9	369,3	5,0	368,5	4,7	-0,9	-0,2
dont patronales	240,0	251,1	4,6	249,1	3,8	-2,0	-0,8
Revenus de la propriété reçus	135,0	146,2	8,3	146,9	8,8	0,7	0,5
Revenus de la propriété versés	22,1	27,4	24,0	27,8	26,1	0,5	2,1
Revenu disponible brut	1 126,2	1 180,5	4,8	1 179,5	4,7	-1,0	-0,1
Consommation finale effective	1 247,3	1 301,4	4,3	1 301,3	4,3	0,0	0,0
Dépense de consommation finale	958,7	1 002,0	4,5	1 001,9	4,5	-0,1	0,0
Épargne brute	167,6	178,5	6,5	177,6	6,0	-0,9	-0,6
Formation brute de capital fixe	105,9	119,2	12,6	118,1	11,5	-1,1	-0,9
dont : EI	11,9	12,1	1,2	12,0	0,8	-0,0	-0,4
hors EI	94,0	107,1	14,0	106,1	12,9	-1,1	-1,0

Les prestations sociales en espèces reçues par les ménages sont corrigées de -1,1 Md€, soit une révision proche de celle des cotisations sociales (-0,9 Md€). Ces corrections résultent principalement de la révision des cotisations et des prestations sociales reçues et versées

par les Institutions de prévoyance (+0,9 Md€) et de la correction du traitement du régime de retraites des fonctionnaires de la Poste (-2,2 Mds€).

La dépense de consommation finale des ménages étant légèrement revue à la baisse (-0,1 Md€), le taux d'épargne des ménages n'est pratiquement revu, il s'établit à 15,1 % comme dans le compte semi-définitif.

Tableau 2.4.2 : principaux ratios du compte des ménages

	2005D	2006SD		2006D		révision en niveau
	niveau	niveau	évolution (niveau)	niveau	évolution (niveau)	
Capacité de financement en milliards d'Euros	56,3	54,5	-1,9	55,6	-0,7	1,1
Taux d'épargne des ménages en pourcentage	14,9	15,1	0,2	15,1	0,2	-0,1
Taux d'épargne financière des ménages en pourcentage	5,0	4,6	-0,4	4,7	-0,3	0,1

Compte tenu d'une révision à la baisse du prix des dépenses de consommation des ménages (-0,1 point) comparable à celle du RDB, la hausse du pouvoir d'achat est inchangée à +2,6%.

2.5 Le besoin de financement des administrations publiques se réduit de 1,5Md€ entre les comptes semi-définitif et définitif 2006, pour s'établir à 41,9 Mds€.

Le déficit des APU est réduit de 1,5 Md€ ; soit 0,1 point de PIB. Le déficit en point de PIB est revu favorablement de 2,4 % à 2,3 %. Le taux de prélèvement obligatoire n'est pas revu ; il s'établit à 43,9 % en progression de 0,3 point par rapport à 2005.

Tableau 2.5 : Ratios et soldes des APU

	2005D	2006SD		2006D		révision en niveau
	Niveau	niveau	évolution (niveau)	niveau	évolution (niveau)	
Epargne brute en milliards d'Euros	4,5	22,4	17,9	23,5	19,0	1,1
Capacité ou besoin de financement en milliards d'Euros	-51,1	-43,4	7,7	-41,9	9,2	1,5
des administrations publiques centrales	-45,1	-36,9	8,2	-37,8	7,3	-0,9
administrations publiques locales	-3,3	-3,2	0,1	-3,1	0,2	0,1
administrations de sécurité sociale	-2,8	-3,3	-0,5	-1,0	1,8	2,3
Taux de prélèvements obligatoires des APU en pourcentage	43,6	43,9	0,2	43,9	0,3	0,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement / PIB en %	-3,0	-2,4	0,6	-2,3	0,6	0,1
Gains (+) / pertes (-) sur swaps	0,8	0,8	0,0	0,8	0,8	0,0
Déficit notifié / PIB en pourcentage	2,9	2,4	-0,6	2,3	-0,6	-0,1

2.6 Le besoin de la nation est révisé en baisse de 4,4 Mds€ pour s'établir à 32,6 Mds€

Le solde en valeur du commerce extérieur est dégradé (-0,7 Md€) entre les deux versions de compte : la révision à la baisse des exportations (-1,5Md€) est plus forte que celle des importations (-0,8 Md€).

Le solde des opérations de répartition est amélioré de 5,1 Mds€, principalement en raison de la révision du solde des bénéfices d'investissements directs réinvestis (+5,6 Mds€). La balance des paiements a en effet revu en hausse les flux de bénéfices réinvestis (calculés comme le solde entre les résultats des filiales et les dividendes qu'elles versent), en emplois comme en ressources, de respectivement -1,6 Md€ (reçus par les entreprises non-résidentes

de la part de leurs filiales résidentes) et de 4,0 Mds€ (reçus par les entreprises résidentes de la part de leurs filiales non-résidentes).

Au total, le besoin de financement de la nation s'élève à 32,6 Mds€, soit 1,8% du PIB (contre 37,0 Mds€, soit 2,0% du PIB au compte semi-définitif).

Tableau 9 : quelques éléments issus du compte du reste du monde (vision secteur résident)

	2005D	2006SD		2006D		révision en niveau	
	niveau	niveau	évolution (%)	niveau	évolution (%)	niveau	%
Exportations de biens (FAB)	357,4	389,1	8,9	387,8	8,5	-1,3	-0,4
Exportations de services - importations de services	6,7	3,8		3,6		-0,2	
Importations de biens (FAB)	379,0	415,7	9,7	414,9	9,5	-0,8	-0,2
Solde des opérations de répartition en provenance du reste du monde	-16,0	-14,2		-9,1		5,1	
cotisations nettes de prestations sociales	-6,8	-7,3		-7,3		-0,0	
solde des intérêts et dividendes	-7,5	-9,2		-11,5		-0,4	
solde des bénéfices réinvestis	5,9	9,0		14,6		5,6	
Capacité (+) / Besoin (-) de financement de la nation	-30,8	-37,0		-32,6		4,4	
En point de PIB	-1,8	-2,0	-	-1,8	-	0,2	-

Principales révisions intervenues sur le compte semi-définitif 2007 par rapport au compte provisoire 2007

3 Principales révisions sur l'équilibre emplois-ressources de 2007

Dans le compte 2007 semi-définitif, le PIB augmente de 2,3 % en volume, une hausse un peu supérieure à celle estimée dans le compte provisoire (+2,2 %) ainsi qu'à celle du compte 2006 définitif (+2,2 %). La révision en valeur est un peu plus forte : le PIB augmente de 4,9 %, contre +4,7 % estimé lors de la précédente campagne.

La FBCF voit sa contribution à la croissance du PIB en volume revue à la hausse de 0,3 point (de +1,0 à +1,4 point). La contribution de la consommation est révisée en hausse de 0,1 point à +1,8 point. Ce léger relèvement porte sur les administrations publiques. Alors que les variations de stocks contribuaient pour +0,1 point à la croissance dans le compte provisoire, cette contribution est annulée dans ce compte semi-définitif. Enfin, la contribution du solde extérieur est aggravée de -0,7 point à -0,8 point.

Tableau 3a : fiche de PIB en volume, révisions des comptes pour 2007
Biens et services : équilibre ressources emplois, évolutions en volume
(variations par rapport à l'année précédente, en %)

Comptes	2006		2007	
	Définitif		Provisoire	Semi-définitif
	valeur, Md€	%	%	%
PIB	1 806,4	2,2	2,2	2,3
Importations	506,5	5,6	5,5	5,4
Dépenses de consommation	1 448,4	2,1	2,1	2,2
dont ménages	1 001,9	2,4	2,5	2,4
dont APU	422,2	1,3	1,4	1,5
FBCF	373,2	4,1	4,9	6,5
dont ENF	191,5	4,2	7,4	8,7
dont ménages	106,1	6,4	3,0	5,5
dont instituts financiers	11,8	23,4	0,5	-3,5
dont APU	57,8	-2,7	1,8	4,5
Exportations	483,0	4,8	3,1	2,6
Contributions :				
Consommation	1 448,4	1,7	1,7	1,8
FBCF	373,2	0,8	1,0	1,4
Variations de stocks	8,4	0,0	0,1	0,0
Solde extérieur	-23,5	-0,3	-0,7	-0,8

Tableau 3b : fiche de PIB en valeur, révisions des comptes pour 2007
Biens et services : équilibre ressources emplois, évolutions en valeur
(variations par rapport à l'année précédente, en %)

Comptes	2006		2007	
	Définitif		Provisoire	Semi-définitif
	valeur, Md€	%	%	%
PIB	1 806,4	4,7	4,7	4,9
Importations	506,5	9,0	6,1	6,1
Dépenses de consommation	1 448,4	4,2	4,3	4,3
dont ménages	1 001,9	4,5	4,5	4,5
dont APU	422,2	3,3	3,7	3,5
FBCF	373,2	8,4	8,1	9,5
dont ENF	191,5	7,3	10,1	11,2
dont ménages	106,1	12,9	6,6	9,6
dont instituts financiers	11,8	27,0	-0,7	-3,4
dont APU	57,8	1,5	6,1	7,8
Exportations	483,0	7,4	3,6	4,0
Contributions :				
Consommation	1 448,4	3,4	3,4	3,4
FBCF	373,2	1,7	1,7	2,0
Variations de stocks	8,4	0,1	0,4	0,1
Solde extérieur	-23,5	-0,5	-0,8	-0,7

3.1. Les dépenses de consommation sont quasiment inchangées

En valeur, par rapport au compte provisoire 2007, la croissance des dépenses de consommation totales a été révisée de +0,2 Md€ : +0,2 Md€ pour les dépenses des seuls ménages, +0,8 Md€ pour les institutions sans but lucratifs (ISBLSM) mais -0,7 Md€ au total pour les administrations publiques (APU). En volume, les dépenses des APU sont révisées en hausse.

La croissance de la dépense de consommation des ménages en valeur (+4,5 %) comme en volume (+2,4%), est quasiment inchangée par rapport au compte provisoire (cf. tableau 3.1.1).

En valeur, plusieurs révisions se compensent :

- le dynamisme de la consommation en biens manufacturés est revu de +1,3 Md€, en raison notamment de l'information apportée par les données de commerce de détail dans le SIE, sur le champ de la consommation « commercialisable » ;
- celui des services financiers est revu de 1,4 Md€, concentré sur les services d'assurance après intégration de l'information fournie par l'ACAM sur les entreprises du secteur ;
- en revanche, celui des loyers est revu en forte baisse (-2,8 Mds€), en raison de l'intégration de l'enquête logement 2006 pour l'estimation des effets-qualités, jusqu'alors extrapolés depuis 2002 ; cette révision est d'ampleur comparable à celle enregistrée lors du compte 2006 définitif ;
- la croissance des dépenses en éducation santé et action sociale restées à la charge des ménages est revue de -1,1 Md€, en intégrant une croissance un peu moins dynamique des services d'action sociale.

La croissance en valeur de la consommation finale de SIFIM est quasiment inchangée en valeur comme en volume, et contribue peu à la révision de la consommation totale. En revanche, la révision en valeur de la consommation en services d'assurance se traduit pour un peu plus de la moitié par un effet-prix, qui contribue à relever légèrement le déflateur de la consommation (+0,1 point). Hormis cet effet, les déflateurs de consommation par produit sont traditionnellement quasi-inchangés au compte semi-définitif, car ils sont assis pour la plupart sur les indices de prix à la consommation, non révisés et déjà disponibles lors du compte provisoire.

Tableau 3.1.1 : révisions des dépenses de consommation des ménages par produit

Consommation des ménages : révisions des évolutions en 2007, en niveau et en %, selon les produits

	2006		2007 : évolution en volume				2007 : évolution en valeur				Contribution à la révision SD-prov		
	Définitif	provisoire		semi-définitif		provisoire		semi-définitif		volume	valeur	prix	
		Md€	Md€	%	Md€	%	Md€	%	Md€				%
Agriculture	30,5	0,1	0,4	0,2	0,5	0,7	2,4	0,8	2,5	0,0	0,0	0,0	
IAA	145,4	2,1	1,5	1,9	1,3	4,1	2,9	3,9	2,7	0,0	0,0	0,0	
Industrie manufacturière	248,7	10,8	4,4	12,2	4,9	10,1	4,1	11,4	4,6	0,1	0,1	0,0	
- biens de consommation	136,5	5,8	4,3	6,4	4,7	4,4	3,2	4,9	3,6	0,1	0,1	0,0	
- automobile	56,7	1,8	3,2	2,0	3,6	3,4	6,0	3,6	6,3	0,0	0,0	0,0	
- biens d'équipement	17,1	2,4	14,0	2,5	14,5	0,9	5,4	1,0	6,0	0,0	0,0	0,0	
- biens intermédiaires	38,3	0,8	2,2	1,3	3,4	1,4	3,8	1,9	4,9	0,0	0,0	0,0	
Energie	75,9	-1,0	-1,3	-1,1	-1,4	0,6	0,8	0,5	0,6	0,0	0,0	0,0	
Construction	10,5	0,2	1,8	0,4	4,2	0,6	6,1	0,9	8,5	0,0	0,0	0,0	
Commerce	20,6	-0,2	-1,0	0,1	0,5	0,7	3,3	1,0	4,9	0,0	0,0	0,0	
Transport	28,8	0,9	3,2	0,9	3,1	1,4	4,7	1,4	4,8	0,0	0,0	0,0	
Activités financières	53,7	-0,4	-0,7	0,0	-0,1	3,9	7,3	5,4	10,0	0,0	0,1	0,1	
- dont SIFIM	12,7	0,3	2,4	0,2	1,5	4,4	35,7	4,7	36,9	0,0	0,0	0,0	
Activités immobilières	184,9	6,5	3,5	4,1	2,2	13,0	7,0	10,3	5,6	-0,2	-0,3	0,0	
Services aux entreprises	48,7	2,1	4,4	2,3	4,7	2,4	4,9	2,6	5,2	0,0	0,0	0,0	
Services aux particuliers	116,9	2,3	2,0	2,4	2,1	5,0	4,3	5,3	4,5	0,0	0,0	0,0	
Education, santé, action sociale	47,1	2,4	4,9	1,5	3,2	4,1	8,5	3,0	6,3	-0,1	-0,1	0,0	
Administration	0,4	0,0	2,5	0,0	-6,2	0,0	3,9	0,0	-4,8	0,0	0,0	0,0	
Consommation hors du territoire	-10,1	-1,1	11,0	-0,5	4,9	-1,3	13,3	-0,7	7,1	0,1	0,1	0,0	
Total	1001,9	24,7	2,5	24,4	2,4	45,3	4,5	45,5	4,5	0,0	0,0	0,1	

Fait inédit depuis une décennie, la consommation de biens (agricoles et industriels) est en 2007 le principal facteur de dynamisme de la consommation des ménages, devant les services principalement marchands. Le ralentissement dans les services s'explique principalement par celui des services financiers, notamment les services d'assurances.

Les dépenses des administrations publiques sont au total révisées en valeur de -0,7 Md€ (-0,2 point), la croissance passant de +3,7% en compte provisoire à +3,5 % au compte semi-définitif. Le partage volume-prix est légèrement modifié, conduisant à une révision des volumes de consommation à la hausse (+0,1 %, cf. tableau 3.1.2)

La croissance des dépenses individualisables (santé, éducation) est révisée de -0,5 point en valeur et de -0,2 point en volume. Le dynamisme des dépenses collectives est révisé de +0,6 Md€ (+0,4 point), concentré sur les volumes (+0,6 point).

Tableau 3.1.2 : révisions des dépenses de consommation des administrations publiques par produit

Consommation des APU : révisions des évolutions en 2007, en niveau et en %, selon les produits

	2006	2007 : évolution en volume				2007 : évolution en valeur				Contribution à la révision SD-prov			
		Définitif	Provisoire		Semi-déf		Provisoire		Semi-déf		volume	valeur	prix
			Md€	Md€	%	Md€	%	Md€	%	Md€			
Produits marchands	95,9	3,5	3,6	3,3	3,4	4,6	4,8	4,5	4,7	-0,1	0,0	0,1	
<i>dont santé</i>	42,0	0,8	2,0	1,0	2,5	1,7	4,1	1,9	4,6	0,1	0,1	0,0	
Produits non-marchands	179,3	1,3	0,7	1,1	0,6	7,0	3,9	5,7	3,2	-0,1	-0,5	-0,4	
<i>dont éducation</i>	82,4	-0,2	-0,2	-0,6	-0,7	2,7	3,3	1,9	2,4	-0,2	-0,3	-0,1	
<i>dont santé</i>	52,0	0,9	1,8	0,7	1,4	2,3	4,4	1,7	3,2	-0,1	-0,2	-0,2	
Total Conso individualisable	275,2	4,8	1,7	4,4	1,6	11,6	4,2	10,2	3,7	-0,2	-0,5	-0,3	
Total Conso collective	147,1	1,1	0,7	2,0	1,4	3,8	2,6	4,4	3,0	0,6	0,4	-0,2	
Total	422,2	5,9	1,4	6,4	1,5	15,4	3,7	14,7	3,5	0,1	-0,2	-0,3	

3.2. *Le dynamisme de l'investissement est revu en hausse pour les ménages et les sociétés non financières*

Globalement, la croissance de la FBCF est revue en hausse de 5,3 Mds€ en valeur (de +8,1 % à +9,5 %) et de 5,9 Mds€ en volume (de +4,9 % à +6,5 %).

Le dynamisme de l'investissement des ménages est nettement revu à la hausse (+2,6 Mds€ en volume et +3,1 Mds€ en valeur) et contribue pour 0,9 point à la révision totale de la FBCF de 1,5 point en valeur (cf. tableau 3.2.1). La prise en compte des indicateurs sur les logements neufs et les nécessités d'équilibrage entre ressources et emplois des produits concernés (logement neuf ou frais liés aux acquisitions dans le neuf ou l'ancien) ont conduit à réviser à la hausse de 3,0 points la croissance totale de leurs investissements en valeur, à +9,6 % et de plus de 2,5 points en volume, à +5,5 %. Bien qu'en léger ralentissement par rapport au pic de 2006 (+12,9%), l'investissement des ménages reste le principal contributeur du fort dynamisme des dépenses totales en produits liés à l'immobilier.

Tableau 3.2.1 : principales révisions de la FBCF par secteur institutionnel

FBCF : révisions des évolutions en 2007, en niveau et en %, selon les secteurs institutionnels

	2006	2007 : évolution en volume				2007 : évolution en valeur				Contribution à la révision SD-prov			
		Définitif	provisoire		semi-définitif		provisoire		semi-définitif		volume	valeur	prix
			Md€	Md€	%	Md€	%	Md€	%	Md€			
Entreprises non financières	191,5	14,2	7,4	16,7	8,7	19,5	10,1	21,4	11,2	0,7	0,6	-0,1	
Ménages	106,1	3,2	3,0	5,8	5,5	7,1	6,6	10,2	9,6	0,7	0,9	0,2	
Administrations publiques	57,8	1,1	1,8	2,6	4,5	3,6	6,1	4,5	7,8	0,4	0,3	-0,2	
Autres secteurs (IF notamment)	17,9	0,1	0,4	-0,6	-3,6	0,2	1,0	-0,6	-3,1	-0,2	-0,2	0,0	
Total	373,2	18,6	4,9	24,4	6,5	30,3	8,1	35,6	9,5	1,6	1,5	-0,1	

Les dépenses d'investissements des APU sont également revues en hausse (+1,5 Md€ en volume, +0,9 Md€ en valeur). La construction contribue pour l'essentiel à cette révision (+1,5 point sur une révision de +1,7 point). Après un recul en 2006 (-2,7% en volume), les dépenses des APU sont ainsi plutôt dynamiques (+4,5 %) en 2007.

Les dépenses des institutions financières sont en revanche revues en baisse, conduisant à un recul de -4 % en volume, après une progression spectaculaire de +23 % en 2006. En 2006, ces informations confirmées par la Banque de France reflétaient une nette progression des dépenses dans l'immobilier (passant également par l'achat d'immeubles anciens à d'autres secteurs institutionnels).

Enfin, compte tenu des nécessités liées aux équilibres ressources-emploi au niveau fin aussi bien qu'au niveau global, la croissance de la FBCF des ENF est révisée à la hausse, de +2,5 Mds€ en volume et de +1,9 Md€ en valeur ; elle atteint +8,7 % en volume et +11,2 % en valeur.

Par produit, pour l'ensemble des secteurs institutionnels (cf. tableau 3.2.2), la révision en volume de +1,6 point s'explique pour près de la moitié par la révision des dépenses en automobiles (contribution de +0,4 point) et en biens d'équipement (+0,4 point). La révision du dynamisme en construction et autres frais liés (frais d'agence, frais d'étude et de notaire) contribue au total pour 0,5 point.

Tableau 3.2.2 : principales révisions de la FBCF par produit

FBCF tous SI: révisions des évolutions en 2007, en niveau et en %, selon les produits

	2006	2007 : évolution en volume				2007 : évolution en valeur				Contribution à la révision SD-prov			
		provisoire			semi-définitif		provisoire		semi-définitif		volume	valeur	prix
	Md€	Md€	%	Md€	%	Md€	%	Md€	%	%			
Agriculture	1,4	0,0	-0,5	0,0	1,5	0,0	0,4	0,1	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Industrie manufacturière	97,2	5,4	5,5	9,3	9,6	7,1	7,3	10,2	10,5	1,1	0,9	-0,2	
- biens de consommation	6,2	0,3	5,4	0,7	10,8	0,5	7,0	0,5	8,4	0,1	0,0	-0,1	
- automobile	23,1	1,3	5,3	2,9	12,3	2,0	8,3	3,2	13,9	0,4	0,3	-0,1	
- biens d'équipement	62,0	3,8	6,2	5,3	8,5	4,6	7,4	5,7	9,2	0,4	0,3	-0,1	
- biens intermédiaires	6,0	0,0	-0,5	0,5	8,4	0,1	2,5	0,8	13,4	0,1	0,2	0,0	
Construction	184,1	8,4	4,5	8,9	4,9	16,3	8,7	17,0	9,3	0,2	0,2	0,1	
Activités immobilières	25,0	0,1	0,4	1,0	4,0	0,9	3,7	2,1	8,3	0,2	0,3	0,1	
Services aux entreprises	62,4	4,7	7,4	5,0	8,0	5,8	9,2	5,9	9,5	0,1	0,0	-0,1	
Services aux particuliers	3,1	0,0	0,5	0,1	4,8	0,1	5,0	0,2	7,4	0,0	0,0	0,0	
Total	373,2	18,6	4,9	24,4	6,5	30,3	8,1	35,6	9,5	1,6	1,5	-0,1	

3.3. La contribution des stocks à la croissance est neutre en volume

La variation des stocks contribuait positivement à la croissance dans le compte provisoire 2007, plus faiblement en volume (+0,1 point) qu'en valeur (+0,4 point). En comparant la séquence (2006 définitif à 2007 semi-définitif) à la séquence de l'an passé (2006 semi-définitif à 2007 provisoire), dans le compte semi-définitif, les variations de stocks sont revues en baisse, de 2,1 Mds€ en volume et 3,8 Mds€ en valeur. Les produits manufacturés (-2,6 Mds€ en valeur), notamment les biens d'équipement, expliquent l'essentiel de cette révision à la baisse. Au final, la contribution des variations de stocks à la croissance du PIB en 2007 devient neutre en volume et positive de +0,1 point en valeur.

Cette révision par rapport au compte provisoire trouve pour partie sa justification dans l'information apportée par le SIE semi-définitif sur les stocks, dont l'exploitation constitue une toute première estimation directe de cette variable. Au compte provisoire, les variations de stocks sont pour l'essentiel déduites par solde comptable entre les autres éléments de l'offre et de la demande. Même si cette version semi-définitive du SIE ne fournit qu'une première cible, susceptible de révisions lors du compte définitif, elle a été considérée comme un point d'ancrage, vers lequel s'est rapproché le compte semi-définitif. Les révisions enregistrées s'expliquent également par les nécessités de l'équilibrage entre ressources et emplois sur certains produits industriels.

Tableau 3.3 : principales révisions des variations de stocks par produit

Variations des stocks : révisions des évolutions en 2007, en niveau et en %, selon les produits

	2006		2007 : évolution en volume				2007 : évolution en valeur				Contribution à la révision SD-prov		
	Définitif	provisoire			semi-définitif		provisoire		semi-définitif		volume	valeur	prix
		Md€	Md€	variation	Md€	variation	Md€	variation	Md€	variation			
Agriculture	3,2	3,3	0,3	4,2	1,0	5,3	2,4	5,7	2,4	0,7	0,1	-0,6	
IAA	-0,5	0,1	0,3	-0,2	0,3	0,3	0,5	0,2	0,7	0,0	0,2	0,2	
Industrie manufacturière	3,2	4,1	1,9	3,6	0,4	5,4	3,1	3,7	0,5	-1,4	-2,6	-1,2	
- biens de consommation	0,2	0,5	0,4	-0,4	-0,6	0,6	0,5	-0,4	-0,6	-1,0	-1,1	-0,2	
- automobile	0,8	0,1	0,2	1,4	0,6	0,1	0,1	1,4	0,7	0,5	0,5	0,1	
- biens d'équipement	2,3	2,9	0,9	1,5	-0,8	3,6	1,6	1,5	-0,8	-1,7	-2,3	-0,7	
- biens intermédiaires	-0,1	0,7	0,5	1,1	1,2	1,2	0,9	1,2	1,3	0,7	0,3	-0,4	
Energie	0,9	-0,5	-0,2	-0,5	-1,5	0,1	0,3	-0,5	-1,5	-1,2	-1,8	-0,6	
Construction	0,0	0,4	0,4	0,6	0,6	0,4	0,4	0,6	0,6	0,2	0,2	0,0	
Services aux entreprises	0,6	0,5	0,0	0,2	-0,4	0,0	-0,5	0,2	-0,4	-0,4	0,1	0,5	
Total	7,4	7,6	2,6	7,8	0,4	11,3	6,2	9,9	2,5	-2,1	-3,8	-1,6	
Contributions à l'évolution du PIB			0,1%		0,0%		0,4%		0,1%	-0,1%	-0,2%	-0,1%	

3.4. La contribution du commerce extérieur à la croissance est révisée en légère baisse, sous l'effet d'une révision à la hausse des termes de l'échange (rapport du prix des exportations au prix des importations)

La croissance des exportations en 2007 est revue à la hausse, de +3,6 % à +4,0 %. Cette révision tient pour l'essentiel à la correction à la baisse du niveau des flux d'échanges de téléphones portables en 2006 (l'impact sur les statistiques d'importation est identique), pour neutraliser des montants estimés de « fraude carrousel » à la TVA. La croissance a en revanche été révisée à la baisse en volume (-0,6 point, la portant à +2,6 %, cf. tableau 3.4.1), malgré la correction de la « fraude carrousel » (qui contribue au contraire à la hausse pour 0,4 point).

Tableau 3.4.1 : principales révisions des exportations

Exportations : révisions des évolutions en 2007, en niveau et en %, selon les produits

	2006		2007 : évolution en volume				2007 : évolution en valeur				Contribution à la révision SD-prov		
	Définitif	provisoire			semi-définitif		provisoire		semi-définitif		volume	valeur	prix
		Md€	Md€	%	Md€	%	Md€	%	Md€	%			
Agriculture	10,8	-0,5	-4,5	-0,2	-2,3	1,1	10,0	1,1	9,7	0,0	0,0	-0,1	
IAA	32,9	0,7	2,3	0,5	1,6	2,3	7,1	2,3	7,1	0,0	0,0	0,0	
Industrie manufacturière	324,7	11,7	3,6	8,1	2,5	10,3	3,1	11,4	3,5	-0,7	0,2	1,0	
- biens de consommation	59,0	3,6	6,0	2,5	4,2	2,0	3,4	1,8	3,1	-0,2	0,0	0,2	
- automobile	51,1	0,9	1,7	0,6	1,3	0,3	0,7	0,2	0,3	0,0	0,0	0,0	
- biens d'équipement	94,4	2,0	2,1	2,2	2,4	1,7	1,7	3,4	3,6	0,1	0,4	0,3	
- biens intermédiaires	120,2	5,3	4,4	2,8	2,3	6,3	5,2	6,0	5,0	-0,5	-0,1	0,5	
Energie	19,4	-0,6	-3,0	-0,4	-2,3	-0,6	-3,1	-0,7	-3,5	0,0	0,0	0,0	
Commerce	3,5	-0,6	-16,8	-0,5	-13,7	-0,6	-15,0	-0,4	-12,2	0,0	0,0	0,0	
Transport	19,3	0,4	2,3	1,2	6,1	0,8	4,5	1,6	8,5	0,2	0,2	0,0	
Activités financières	6,2	0,2	3,3	0,9	14,8	-0,8	-11,7	-0,2	-2,6	0,1	0,1	0,0	
- dont SIFIM	4,0	-0,1	-2,1	0,5	13,0	-1,1	-24,0	-0,5	-12,3	0,1	0,1	0,0	
Services aux entreprises	28,2	1,2	4,3	1,0	3,7	1,5	5,4	1,5	5,4	0,0	0,0	0,0	
Services aux particuliers	2,0	-0,2	-8,6	-0,2	-8,9	-0,1	-5,6	-0,1	-5,6	0,0	0,0	0,0	
Education, santé, action sociale	0,5	0,0	0,0	0,0	8,9	0,0	0,0	0,1	11,2	0,0	0,0	0,0	
Consommation hors du territoire	35,5	2,6	7,3	1,9	5,3	3,4	9,5	2,7	7,5	-0,1	-0,1	0,0	
Total	483,0	15,1	3,1	12,4	2,6	17,4	3,6	19,3	4,0	-0,6	0,4	1,0	

En valeur, on enregistre une révision à la hausse des exportations de biens manufacturés (contribution révisée de +0,2 point, dont 0,4 point liée à la correction sur la « fraude carrousel ») et une révision à la hausse des exportations de transport (source balance des paiements, contribution révisée de +0,2 point).

Concernant le partage volume-prix, la hausse des prix des exportations de biens manufacturés est revue de +1,4 point, ce qui se traduit par un amoindrissement de la

progression en volume (contribution aux exportations totales revue de -0,7 point). Cette modification tient à l'exploitation des nouvelles séries d'indices de prix à l'exportation ; plus fiables et proches des concepts de comptabilité nationale, elles remplacent désormais avantageusement les indices de valeur unitaires utilisés par défaut jusqu'à présent. Ces nouveaux indices couvrent environ 60% des exportations de biens à fin 2007, soit une nette augmentation de champ par rapport aux années précédentes. Par ailleurs, la révision en hausse des exportations de services de transport se traduit par une révision équivalente des volumes.

Le dynamisme des importations est inchangé en valeur. En volume, la croissance est revue de -0,1 point (cf. tableau 3.4.2).

Tableau 3.4.2 : principales révisions des importations

Importations : révisions des évolutions en 2007, en niveau et en %, selon les produits

	2006		2007 : évolution en volume				2007 : évolution en valeur				Contribution à la révision SD-prov		
	Définitif	provisoire		semi-définitif		provisoire		semi-définitif		volume	valeur	prix	
		Md€	Md€	%	Md€	%	Md€	%	Md€				%
Agriculture	9,1	0,3	3,6	0,2	2,6	0,7	7,7	0,7	7,7	0,0	0,0	0,0	
IAA	25,8	1,3	5,0	1,4	5,6	2,3	9,0	2,2	8,7	0,0	0,0	0,0	
Industrie manufacturière	327,9	24,0	7,3	24,1	7,4	23,9	7,3	24,6	7,5	0,0	0,1	0,1	
- biens de consommation	67,7	6,5	9,6	5,9	8,7	3,8	5,6	3,7	5,5	-0,1	0,0	0,1	
- automobile	45,5	3,7	8,2	5,0	11,1	5,1	11,2	5,0	10,9	0,3	0,0	-0,3	
- biens d'équipement	86,9	4,8	5,4	6,1	7,0	3,5	3,9	5,1	5,9	0,3	0,3	0,1	
- biens intermédiaires	127,8	9,1	7,1	7,1	5,5	11,6	9,1	10,8	8,5	-0,4	-0,2	0,2	
Energie	65,0	-2,9	-4,5	-2,0	-3,0	-1,3	-2,0	-1,2	-1,8	0,2	0,0	-0,2	
Commerce	4,6	0,2	4,6	0,2	4,5	0,3	6,7	0,3	6,2	0,0	0,0	0,0	
Transport	26,6	0,6	2,4	0,3	1,1	1,1	4,3	1,1	4,0	-0,1	0,0	0,1	
Activités financières	4,5	-0,7	-12,5	-0,6	-12,5	-0,7	-12,2	-0,6	-12,8	0,0	0,0	0,0	
- dont SIFIM	0,4	0,0	-1,0	0,1	15,2	0,0	2,5	0,1	23,8	0,0	0,0	0,0	
Services aux entreprises	28,2	2,9	10,5	2,1	7,6	3,3	11,9	2,7	9,4	-0,2	-0,1	0,0	
Services aux particuliers	2,1	0,0	-0,4	0,0	-1,2	0,1	2,7	0,0	1,8	0,0	0,0	0,0	
Education, santé, action sociale	0,3	0,0	0,1	-0,1	-26,8	0,0	0,0	-0,1	-25,3	0,0	0,0	0,0	
Correction territoriale	25,4	1,5	5,8	1,4	5,5	2,0	8,0	1,9	7,6	0,0	0,0	0,0	
Correction CAF-FAB	-12,9	0,7	-5,5	0,0	0,3	-0,7	5,8	-0,6	4,5	-0,1	0,0	0,2	
Total	506,5	28,0	5,5	27,2	5,4	31,0	6,1	31,1	6,1	-0,1	0,0	0,2	

La prise en compte des nouveaux chiffres douaniers conduit à atténuer le dynamisme des importations (contribution de -0,3 point en valeur et -0,4 point en volume). Elle est compensée par l'impact de la correction des niveaux de 2006 à la baisse pour neutraliser l'effet de la « fraude carrousel » à la TVA sur les statistiques douanières. Le partage volume-prix a été révisé pour les mêmes raisons que pour les exportations, avec l'exploitation de nouveaux indices d'importations, plus fiables et cohérents que les indices de valeurs unitaires. Environ 80% du champ est couvert par ces nouveaux indices utilisables en évolution.

Par ailleurs, les nouveaux chiffres de la balance des paiements conduisent à réviser à la baisse les importations de services aux entreprises (contribution révisée de -0,2 point en volume et -0,1 point en valeur). Le partage volume-prix de la correction CAF-FAB est nettement révisé, les prix étant maintenant plus en ligne avec ceux de l'offre de services de transport qui leur correspondent.

Au total, en valeur, les exportations sont revues de +0,4 Md€ en 2007, dont -1,5 Md€ de révision en niveau en 2006 et +1,9 Md€ en dynamisme ; les importations sont revues de -0,7 Md€ (-0,8 Md€ en 2006, +0,1 Md€ de dynamisme en 2007). Le solde de la balance des biens et services est donc rehaussé de 1,1 Md€ mais reste toutefois très déficitaire (-35,3 Mds€). La dégradation du solde en 2007 s'explique principalement par la dégradation du solde commercial en automobiles.

4 Principales révisions sur les comptes de secteurs institutionnels de 2007

4.1 La valeur ajoutée est revue en hausse de 0,2 point.

L'évolution de la valeur ajoutée (VA) - au prix de base - est revue à la hausse de 0,2 point à 5,1 % dans le compte semi-définitif 2007. L'accélération par rapport à 2006 (+4,3%) est moins vive qu'il n'y paraît, car la réforme de la politique agricole commune, en faisant basculer à montants inchangés des subventions sur produits en subventions d'exploitation, a conduit à réduire comptablement la progression de la VA totale de l'ordre de 0,4 point en 2006 (à PIB inchangé).

Tableau 4.1 : révision de la valeur ajoutée brute des secteurs institutionnels (en valeur)

	2007SD	évolutions en %				révision en %	révision Mds€	
	Mds €	2006SD	2006D	2007P	2007SD		2006D	2007SD
Sociétés non financières	961,9	4,2	4,4	5,1	5,4	0,4	1,5	4,8
Sociétés financières	79,6	6,5	6,2	-1,2	1,1	2,3	-0,3	1,6
Administrations publiques	295,5	3,1	3,1	3,9	3,7	-0,1	0,2	-0,2
Ménages	340,3	5,3	4,6	7,3	6,5	-0,8	-2,2	-4,7
dont EI	140,8	2,0	1,7	4,7	4,5	-0,2	-0,3	-0,5
ISBLSM	20,2	3,4	6,0	3,8	6,5	2,7	0,5	1,0
Total des secteurs institutionnels	1 697,4	4,3	4,3	5,0	5,1	0,2	-0,4	2,4

La révision à la hausse du dynamisme de la VA des sociétés non financières (de +0,4 point, soit 3,3 Mds€) résulte de l'exploitation des données structurelles d'entreprises (SIE dans sa version semi-définitive) et de la nécessité d'équilibrer à un niveau fin de produit l'offre avec les informations disponibles sur la demande.

La VA des sociétés financières est revue à la hausse (de 2,3 points, soit 1,9Md€), principalement au titre des services facturés des banques (nouvelle exploitation d'information collectées par la Banque de France).

La VA des ménages purs est fortement revue à la baisse (de -1,2 point, soit 2,4Mds€). L'essentiel de cette révision est imputable à la production de service de logement des ménages (imputée aux propriétaires et loyers réels), suite à une nouvelle estimation des loyers liée à la mise à disposition des résultats de l'enquête logement 2006. Les résultats de cette enquête ont infirmé l'estimation faite jusqu'à présent sur la tendance de moyen terme des loyers en France, qui reposait sur une extrapolation de l'évolution annuelle moyenne observée entre 1996 et 2002 (les deux derniers points jusqu'alors disponibles) réalisée dans le cadre des comptes du logement (Ministère du développement durable).

La croissance de la VA des entrepreneurs individuels (principalement agriculture et services à la personne) est peu révisée. Au total, la progression de la VA des ménages s'établit à 6,5 % contre 7,3 % dans le compte provisoire.

Enfin, la valeur ajoutée des APU est légèrement révisée à la baisse (-0,1 point, soit -0,4Md€), sous l'effet d'un moindre dynamisme de la masse salariale, en grande partie compensé par un rehaussement de la consommation de capital fixe.

4.2 Le taux d'autofinancement des sociétés non financières est fortement revu à la hausse

La croissance de la VA des SNF est révisée en hausse de 0,4 point pour atteindre +5,4%. En revanche, la rémunération des salariés est revue en légère baisse (-0,1 point) à 4,5 %, si bien que la variation du taux de marge est revue à la hausse de +0,5 point.

La progression du taux de marge entre 2006 et 2007 (+0,6 point) est proche de celle observée à partir des données structurelles d'entreprises construites sur une population d'entreprises cylindrée (+0,7 point).

Le solde net des revenus de la propriété (versés moins reçus) est très fortement revu à la hausse : 15,4 Mds€ en 2007, après +5,5 Mds€ en 2006 soit 9,8 Mds€ en évolution. Pour le compte semi-définitif, des informations issues des données structurelles d'entreprises sont disponibles, mais seulement de façon parcellaire : l'évolution des produits financiers (somme des dividendes et des intérêts reçus) et les dividendes versés.

En l'absence d'informations directes complètes sur les éléments de revenu de la propriété des SNF, le solde de ces revenus est fortement lié aux évaluations des soldes des revenus de la propriété des autres secteurs. Ainsi, la correction à la hausse entre le compte provisoire et le compte semi-définitif se lit « en miroir » de celles intervenues sur les soldes des revenus de la propriété des sociétés financières (-6,0 Mds€) et du Reste du Monde (-4,5Mds€), issues respectivement d'une nouvelle exploitation des comptabilités des sociétés financières et d'une nouvelle version de la Balance des Paiements.

Tableau 4.2.1 : comptes des sociétés non financières

	2007SD	évolutions en %				révision en %	révision Mds€	
	Mds €	2006SD	2006D	2007P	2007SD		2006D	2007SD
Valeur ajoutée	961,9	4,2	4,4	5,1	5,4	0,4	1,5	4,8
Rémunération des salariés	623,5	4,7	4,9	4,6	4,5	-0,0	1,0	0,7
dont Salaires et traitements bruts	471,4	4,5	5,1	4,8	4,9	0,1	2,5	3,0
Excédent brut d'exploitation	303,7	5,3	5,3	5,6	7,4	1,7	-0,1	4,7
Revenus de la propriété versés	328,2	11,2	12,6	14,2	10,9	-3,3	4,6	-5,7
Revenus de la propriété reçus	237,3	16,0	21,4	14,7	14,3	-0,4	9,2	9,7
Impôts sur le revenu	43,1	27,8	28,1	4,6	5,8	1,1	0,1	0,6
Épargne brute	139,6	1,1	4,7	-0,2	10,9	11,1	4,3	18,3
Formation brute de capital fixe	200,0	8,5	7,8	10,6	11,5	0,9	-1,2	0,2

L'amélioration du solde des revenus de la propriété vient s'ajouter à celle de l'EBE, si bien qu'au total, l'épargne des SNF est revue très favorablement : elle s'inscrit désormais en forte hausse, alors que le compte provisoire la décrivait quasi stable (-0,2%).

Tableau 4.2.2 : principaux ratios du compte des sociétés non financières

	Niveaux					révision des niveaux	
	2005D	2006SD	2006D	2007P	2007SD	2006D	2007SD
Capacité de financement en milliards €	-49,4	-57,0	-54,4	-78,1	-56,7	2,6	21,3
Taux de marge en pourcentage : EBE / VA	30,8	31,1	31,0	31,2	31,6	-0,1	0,4
Taux d'investissement en pourcentage : FBCF / VA	19,1	19,8	19,7	20,9	20,8	-0,2	-0,1
Taux d'autofinancement en % : RDB / FBCF	72,2	67,3	70,2	60,7	69,8	2,9	9,1

Par ailleurs, compte tenu d'une révision à la hausse de l'investissement des SNF (de 0,9 point) seulement un peu supérieure à celle de la valeur ajoutée (0,4 point), l'amélioration du taux d'investissement en 2007 (20,8% après 19,7%) est peu révisée par rapport à la campagne précédente (+0,1 point).

Au total, l'épargne ayant été revue à la hausse dans une proportion bien plus importante que la FBCF, le taux d'autofinancement des SNF est fortement revu à la hausse en 2007. Le même phénomène ayant été enregistré sur le compte définitif 2006, l'analyse de la santé financière des SNF s'en trouve sensiblement modifiée. Alors que la campagne précédente décrivait un recul continu du taux d'autofinancement depuis 2003, la campagne actuelle rend compte d'une stabilisation de ce taux sur 2006-2007.

4.3 La valeur ajoutée des sociétés financières est revue à la hausse ; le solde des revenus est revue en forte baisse

La révision des comptes des sociétés financières provient :

- de l'intégration des résultats de l'Autorité de contrôle des assurances et des mutuelles (ACAM) relatifs aux sociétés d'assurance (vie, non vie et réassurance) ;
- d'une nouvelle estimation des institutions de prévoyance à partir du rapport de Centre Technique des IP ;
- d'une nouvelle exploitation par la Banque de France des comptabilités des institutions financières ;
- de l'utilisation du SIE (version semi-définitive) pour les auxiliaires financiers.

Tableau 4.3 : comptes des sociétés financières

	2007SD	évolutions en %				révision en %	révision Mds€	
	Mds €	2006SD	2006D	2007P	2007SD		2006D	2007SD
Valeur ajoutée	79,6	6,5	6,2	-1,2	1,1	2,3	-0,3	1,6
dont : Institutions financières	48,7	5,3	3,6	-0,9	2,8	3,8	-0,7	1,1
Assurances	21,0	6,4	7,0	-7,0	-7,4	-0,4	0,1	0,0
Auxiliaires financiers	9,9	15,0	19,3	12,7	13,9	1,2	0,3	0,5
rémunération des salariés	48,7	6,7	6,1	4,1	3,4	-0,7	-0,3	-0,6
Excédent brut d'exploitation	25,5	6,6	6,4	-12,1	-4,3	7,8	-0,0	2,0
revenus de la propriété versés	362,1	26,9	27,4	19,0	26,9	7,9	1,0	23,6
dont : Intérêts versés	270,0	33,3	33,7	22,5	33,0	10,4	0,6	21,9
dividendes versés	45,0	19,8	13,5	12,2	26,1	13,9	-2,0	2,7
revenus de la propriété reçus	371,2	23,7	23,9	21,1	26,7	5,6	0,5	17,1
dont : Intérêts reçus	313,5	26,6	26,1	25,1	30,3	5,2	-0,8	11,5
impôts sur le revenu	11,3	31,8	30,5	9,3	11,7	2,5	-0,1	0,1
Revenu disponible brut / épargne brute	21,5	-21,1	-22,2	21,1	2,9	-18,2	-0,3	-4,1
Formation brute de capital fixe	14,6	22,9	22,4	-0,7	-5,4	-4,8	-0,1	-0,8

Qualitativement, le compte semi-définitif continue de décrire un net ralentissement de l'activité des SF en 2007. Cependant, la progression de la valeur ajoutée des SF est revue à la hausse en 2007 de +1,9 Md€ (de -1,2% à +1,1%). Cette révision porte essentiellement sur les institutions financières : la production des services bancaires facturés, notamment les commissions, a été revue en forte hausse. La production du service d'intermédiation financière (sur dépôts et crédits) n'est pas revue.

La progression de la rémunération des salariés est révisée à la baisse (de 0,3Md€, soit une croissance de +3,4% contre +4,1% estimé au compte provisoire). Au total, l'EBE des sociétés financières est donc révisé en hausse, même s'il s'inscrit toujours en recul : -4,3 % contre -12,1 % dans le compte provisoire.

A l'inverse, la variation du solde des revenus de la propriété reçus par les sociétés financières est révisée en forte baisse, de -6,0 Mds€ entre les deux campagnes de comptes. Cette révision est quasi entièrement imputable au solde des revenus de la propriété des institutions financières.

Par type de revenus, elle provient principalement des révisions portées aux intérêts hors correction SIFIM (impact de - 8,2 Mds€ sur le solde). Les révisions apportées au solde des dividendes et à celui des revenus des IDE (investissements directs étrangers) sont également d'assez grande ampleur : respectivement - 2,4 Mds€ et + 5,4 Mds€.

4.4 Le pouvoir d'achat du revenu des ménages est revu en baisse de - 0,3 point à +3,1%

Le revenu disponible brut des ménages s'établit à 1 240,6 Mds€ dans le compte semi-définitif 2006, en augmentation de 5,2% par rapport à 2006. Son évolution par rapport à 2006 est révisée de -0,2 point à la baisse (soit -2,9 Mds€).

Les revenus du patrimoine expliquent l'essentiel de cette révision d'ensemble : d'une part, l'évolution des revenus tirés des services de logement (loyers imputés et réels) est revue en baisse de -2,1 Mds€ ; d'autre part, l'évolution du solde des revenus de la propriété (intérêts et dividendes) est révisée à la baisse de -0,7 Md€

Les révisions intervenues sur les revenus d'activité des ménages pèsent peu sur le RDB : la progression des salaires nets reçus par les ménages est atténuée de 0,4Md€ et l'évolution du revenu mixte est revue à la baisse de -0,1 Md€.

La révision des cotisations sociales de -1,5Md€ recouvre une révision à la baisse des cotisations employeurs de -0,9Md€, neutre sur le revenu disponible, et une révision des cotisations salariés et non salariées de -0,7Md€, compensée en partie par une révision des prestations sociales de -0,2Md€.

Tableau 4.4.1 : compte des ménages (en valeur, Mds€)

	2007SD	évolutions en %				révision en %	révision Mds€	
	Mds €	2006SD	2006D	2007P	2007SD		2006D	2007SD
Excédent brut d'exploitation/Revenu mixte	286,4	6,5	5,6	7,6	6,8	-0,8	-2,2	-4,5
dont : revenu mixte	123,3	4,4	4,1	5,2	5,1	-0,1	-0,4	-0,6
EBE	163,1	8,1	6,8	9,5	8,2	-1,3	-1,8	-3,9
Salaires bruts reçus	726,3	3,9	4,4	4,5	4,4	-0,1	3,3	2,6
Salaires nets reçus	627,0	3,8	4,1	4,6	4,5	-0,1	2,1	1,7
Prestations sociales en espèces reçues	365,1	4,4	4,1	3,7	3,6	-0,1	-1,1	-1,4
Cotisations sociales	380,9	5,0	4,7	3,9	3,5	-0,4	-0,9	-2,4
dont patronales	258,0	4,6	3,8	3,9	3,6	-0,3	-2,0	-2,9
Revenus de la propriété reçus	161,5	8,3	8,8	10,5	9,9	-0,6	0,7	-0,1
Revenus de la propriété versés	37,7	24,0	26,1	36,5	35,5	-1,0	0,5	0,4
Impôts sur le revenu	159,6	3,2	3,2	1,2	1,3	0,0	-0,0	0,0
Revenu disponible brut	1 240,6	4,8	4,8	5,4	5,2	-0,2	-1,0	-3,9
Consommation finale effective	1 358,7	4,3	4,3	4,4	4,4	-0,0	-0,1	-0,6
Dépense de consommation finale	1 047,4	4,5	4,5	4,5	4,5	0,0	-0,1	0,1
Épargne brute	193,1	6,5	6,0	10,3	8,7	-1,6	-0,9	-3,9
Formation brute de capital fixe	129,1	12,6	11,5	6,2	9,3	3,1	-1,1	2,5
dont : EI	12,8	1,2	0,7	2,4	6,8	4,3	-0,1	0,4
hors EI	116,3	14,0	12,9	6,6	9,6	3,0	-1,1	2,1

Au final, compte tenu d'un indice de prix de la dépense de consommation finale des ménages révisé légèrement à la hausse (de 0,1 point à +2,1%) et d'une révision du RDB de - 0,2 point, le pouvoir d'achat du RDB est revu en baisse de 0,3 point à +3,1% contre +3,3% au compte provisoire. Sa croissance en 2007 demeure sensiblement supérieure à sa progression tendancielle.

Le taux d'épargne s'élève à 15,6% en 2007 après 15,1% en 2006. Sa progression est amoindrie quelque peu (-0,3 point) : le dynamisme du revenu est atténué alors que celui de la consommation des ménages en valeur n'est pas révisée d'une campagne à l'autre. En revanche, compte tenu d'un rehaussement de l'investissement des ménages, leur taux d'épargne financière est révisé plus fortement : il est quasi stable d'une année sur l'autre, alors que le compte provisoire faisait état d'une progression de l'ordre d'un demi-point.

Tableau 4.4.2 : principaux ratios du compte des ménages

	niveaux					révision des niveaux	
	2005D	2006SD	2006D	2007P	2007SD	2006D	2007SD
Capacité de financement en milliards d'Euros	56,3	54,5	55,6	65,3	58,9	1,1	-6,4
Taux d'épargne (en %)	14,9	15,1	15,1	15,8	15,6	-0,1	-0,3
Taux d'épargne financière (en %)	5,0	4,6	4,7	5,2	4,7	0,1	-0,5

4.5 Le besoin de financement des administrations publiques en 2007 est révisé à la hausse de 1,0 Md€ entre les comptes provisoire et semi-définitif ; il s'établit à 2,7 points de PIB.

Le besoin de financement des APU est aggravé de 1,0 Md€ dans le compte 2007 semi-définitif. Ce résultat résulte de plusieurs corrections poste par poste, dont beaucoup se compensent. En définitive, on peut considérer que l'accroissement du déficit d'une version de compte à l'autre résulte pour l'essentiel de la dégradation des administrations publiques centrales (-1,8 Md€).

Tableau 4.5 : ratios et soldes des APU

	niveaux (Mds€/ %)					Révision des niveaux	
	2005D	2006SD	2006D	2007P	2007SD	2006D	2007SD
Épargne brute en Mds€	4,5	22,4	23,5	19,7	21,2	1,1	1,6
Capacité ou besoin de financement en Mds€	-51,1	-43,4	-41,9	-50,6	-51,7	0,5	-1,0
des administrations publiques centrales	-45,1	-36,9	-37,8	-41,8	-43,6	-0,9	-1,8
administrations publiques locales	-3,3	-3,2	-3,1	-7,2	-7,7	0,1	-0,5
administrations de sécurité sociale	-2,8	-3,3	-1,0	-1,6	-0,4	1,3	+1,2
Taux de PO des APU (en % du PIB)	43,6	43,9	43,9	43,3	43,2	0,0	-0,1
Besoin de financement (en % du PIB)	3,0	2,4	2,3	2,7	2,7	-0,1	0,1
Gains sur SWAP en Mds€	0,8	0,8	0,8	0,3	0,3	0,0	0,0
Déficit notifié (en % de PIB)	2,9	2,4	2,3	2,7	2,7	-0,1	0,0

Au total, le déficit public¹ pour l'année 2007 s'établit à 2,7% du PIB, il n'est pas révisé par rapport à la dernière notification en octobre.

Les prélèvements obligatoires sont revus à la baisse en raison d'une révision des cotisations sociales (-0,6 Md€), si bien que le taux de PO s'établit à 43,2%, contre 43,3% au provisoire.

4.6. Le besoin de financement de la nation est fortement revu à la baisse

L'évolution du solde des échanges de biens est peu révisée entre les deux versions de compte, mais celle du solde des échanges de services est révisée à la hausse de 1,7 Md€.

En revanche, le solde des revenus de la propriété est fortement revu au profit de la Nation. Le solde des investissements directs à l'étranger est revu en 2006 de 5,6 Mds€ et en évolution entre 2006 et 2007 de 6,9 Mds€ soit une révision en niveau de 12,5 Mds€. Pour sa part, le solde des intérêts et dividendes est dégradé en évolution de 2,0 Mds€.

¹ Le déficit public notifié à la Commission européenne est égal à la somme du « besoin de financement » et des gains ou pertes liés aux opérations de couverture d'éléments de la dette publique contre les risques de change et de taux (essentiellement des SWAP).

Tableau 4.6 : quelques éléments issus du compte du reste du monde

	niveaux Mds€					révisions Mds€	
	2005D	2006SD	2006D	2007P	2007SD	2006D	2007SD
Exportations de biens (FAB)	357,4	389,1	387,8	402,2	401,9	-1,3	-0,3
Exportations de services - importations de services	6,7	3,8	3,6	2,0	3,5	-0,2	1,5
Importations de biens (FAB)	379,0	415,7	414,9	440,6	440,7	-0,8	0,1
dont correction CAF-FAB	-9,1	-7,2	-11,7	-9,7	-12,9	-4,5	-3,1
Solde des opérations de répartition	-16,0	-14,6	-9,5	-17,3	-7,6	5,1	9,7
cotisations nettes de prestations sociales	-6,8	-7,3	-7,3	-7,5	-7,5	-0,0	0,0
solde des intérêts et dividendes	-7,5	-9,2	-11,5	-6,1	-10,8	-0,4	-2,4
solde des bénéfices réinvestis	5,9	9,0	14,6	3,6	16,1	5,6	12,5
Capacité (+) / Besoin (-) de financement de la nation	-30,8	-37,0	-32,6	-52,1	-41,5	4,4	10,7
En % du PIB	-1,8	-2,0	-1,8	-2,8	-2,2	0,2	0,6

Au final, le besoin de financement de la nation est révisé favorablement en 2006 comme en 2007 respectivement de 0,2 et de 0,6 point ; il s'élève à 2,2 % du PIB en 2007.

Principales révisions apportées par le compte provisoire 2008 par rapport aux résultats détaillés du quatrième trimestre des comptes trimestriels

5 Principales révisions sur l'équilibre emplois-ressources de 2008

Le compte provisoire 2008 révisé à la baisse la croissance du PIB en volume de -0,4 point à +0,3% (données corrigées des jours ouvrables CJO), contre +0,7% estimé lors des résultats détaillés du quatrième trimestre. La croissance du PIB en données brutes (non CJO) est quant à elle estimée à +0,4%. Cette révision est imputable à la consommation totale, dont la contribution à la croissance du PIB est révisée de -0,4 point. La contribution de la FBCF est inchangée et celle du commerce extérieur révisée à la hausse de quelques centièmes (ce qui, en termes d'arrondis, aboutit optiquement à une révision à la hausse de +0,1 point). Le déstockage annoncé aux RD du T4 est amplifié de 0,1 point en contribution. En valeur, la croissance du PIB n'est revue qu'en très légère baisse (-0,1 point) compte tenu de la révision en hausse de +0,3 point du déflateur du PIB. Cette révision est imputable pour l'essentiel aux prix des échanges extérieurs et à celui de la consommation des APU.

Tableau 5a : fiche de PIB évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)

	Niveaux au	RD du T4	Prov.	Ecart (pt)	Prov. 2008
	SD 2007	2008 (%)	2008 (%)		(%)
	Md€	CJO	CJO		non CJO
PIB	1894,6	+0,7	+0,3	-0,4	+0,4
Importations	537,6	+2,0	+0,6	-1,4	+0,8
Dépenses de consommation ménages	1047,4	+1,3	+0,8	-0,5	+1,0
Dépenses de consommation des APU	436,9	+1,5	+1,1	-0,4	+1,2
FBCF totale	408,8	+0,3	+0,4	+0,1	+0,6
Dont ménages	116,3	-1,1	-1,4	-0,3	-1,4
Dont ENF	212,9	+1,4	+2,4	+1,0	+2,6
Dont sociétés financières	14,6	+3,0	+6,0	+3,0	+6,1
Dont APU	62,3	-1,2	-4,5	-3,3	-4,4
Exportations	502,3	+1,1	-0,3	-1,4	-0,2
Contributions à l'évolution du PIB :					
Consommation totale		+1,1	+0,7	-0,4	+0,9
FBCF		+0,1	+0,1	0,0	+0,1
Variations de stocks		-0,2	-0,3	-0,1	-0,3
Commerce extérieur		-0,3	-0,2	+0,1	-0,3

Tableau 5b : fiche de PIB évolution en valeur (en %)

	Niveaux au	RD du T4	Prov.	Ecart (pt)	Prov. 2008
	SD 2007	2008 (%)	2008 (%)		(%)
	Md€	CJO	CJO		non CJO
PIB	1894,6	+2,9	+2,8	-0,1	+2,9
Importations	537,6	+4,8	+4,7	-0,1	+4,9
Dépenses de consommation ménages	1047,4	+4,1	+3,6	-0,5	+3,8
Dépenses de consommation des APU	436,9	+2,9	+3,3	+0,4	+3,4
FBCF totale	408,8	+4,2	+4,4	+0,2	+4,5
Dont ménages	116,3	+5,3	+3,9	-1,4	+4,0
Dont ENF	212,9	+3,8	+5,3	+1,5	+5,5
Dont sociétés financières	14,6	+5,2	+10,1	+4,9	+10,2
Dont APU	62,3	+3,4	+0,1	-3,3	+0,2
Exportations	502,3	+1,5	+2,5	+1,0	+2,6
Contributions à l'évolution du PIB :					
Consommation		+3,0	+2,8	-0,2	+2,9
FBCF		+0,9	+0,9	0,0	+1,0
Variations de stocks		0,0	-0,3	-0,3	-0,3
Commerce extérieur		-1,0	-0,6	+0,4	-0,7

5.1 Une révision à la baisse des dépenses de consommation des ménages en volume

Par rapport aux résultats détaillés du T4 2008, la contribution à l'évolution du PIB en volume des dépenses de consommation des ménages est sensiblement revue à la baisse (-0,5 point) pour atteindre maintenant +0,8% CJO (cf. tableau 5.1). Ces révisions découlent principalement de l'intégration de nouvelles informations, qui ne peuvent l'être en période courante. Par exemple, la consommation de services financiers est estimée en se calant sur le compte provisoire des sociétés financières.

Tableau 5.1 : Principales révisions de la dépense de consommation des ménages par produit (volumes chaînés)

	Niv. au	RD du T4	Prov. 2008	Contrib écart total	SD 2007 (%)	Prov. 2008
	SD 2007	2008 (%)	(%)		non CJO	(%)
	Md€	CJO	CJO		non CJO	non CJO
Agriculture	31,3	-2,4	-0,2	+0,1	+0,5	-0,3
IAA	149,3	-1,8	0,0	+0,3	+1,3	-0,1
Industrie manufacturière	260,1	+1,1	-0,6	-0,4	+4,9	-0,6
<i>Biens de consommation</i>	141,5	+0,0	+0,3	0,0	+4,7	+0,3
<i>Automobile</i>	60,3	+3,5	-3,2	-0,4	+3,6	-3,1
<i>Biens d'équipement</i>	18,1	+9,7	+6,9	0,0	+14,5	+7,0
<i>Biens intermédiaires</i>	40,2	-2,4	-3,4	0,0	+3,4	-3,3
Energie	76,4	+0,1	+0,4	0,0	-1,4	+0,6
Construction	11,4	+1,2	+2,0	0,0	+4,2	+2,0
Commerce	21,6	-2,3	-3,1	0,0	+0,5	-3,0
Transport	30,1	+1,8	+1,4	0,0	+3,1	+1,7
Activités financières	59,0	-0,6	+0,5	+0,1	-0,1	+0,5
Activités immobilières	195,2	+3,3	+2,2	-0,2	+2,2	+2,2
Services aux entreprises	51,2	+3,0	+1,6	-0,1	+4,7	+1,7
Services aux particuliers	122,2	+0,6	-0,1	-0,1	+2,1	0,0
Education, santé, action sociale	50,0	+4,6	+2,3	-0,1	+3,2	+2,5
Administration	0,4	+0,8	+2,2	0,0	-6,2	+2,2
Correction territoriale	-10,9	-27,3	-33,2	+0,1	+4,9	-40,6
Total	1047,4	+1,3	+0,8	-0,5	+2,4	+1,0

Les révisions à la baisse concernent particulièrement, par ordre décroissant :

- les produits manufacturés (-1,7 point à -0,6%), soit une contribution de -0,4 point à la révision de la dépense totale de consommation des ménages, imputable essentiellement à la consommation automobile² (-6,7 points à -3,2%) ;
- les services immobiliers (-1,1 point à +2,2%), soit une contribution de -0,2 point à la révision totale imputable à la révision en baisse de « l'effet qualité » (augmentation tendancielle de la qualité des logements qui s'analyse comme une augmentation en volume de la consommation de loyers) suite à la prise en compte des résultats de l'enquête Logement 2006 ;
- les services aux entreprises (consommation de services de télécommunication principalement, intégration de données Arcep), les services aux particuliers et le bloc

² Une révision de cette ampleur sur l'automobile est inhabituelle : la baisse de gamme massive des achats qui a suivi la mise en place du système de bonus-malus écologique (la consommation se reportant sur des véhicules de faible cylindrée, moins polluants) induit une forte baisse de la consommation en volume, que ne mesurait pas l'indicateur des comptes trimestriels fondé sur le total des immatriculations. Afin de se prémunir contre ce genre de phénomène, l'indicateur qui sera utilisé à compter de mai 2009 correspond au total des immatriculations multiplié par la puissance fiscale moyenne des véhicules immatriculés.

« santé, éducation et action sociale ». Pour chacun de ces trois produits, les révisions contribuent à hauteur de -0,1 point à la révision de la dépense totale de consommation des ménages. S'agissant du bloc « santé, éducation et action sociale », les révisions proviennent en grande partie de l'action sociale et dans une moindre mesure de la santé.

Quelques révisions à la hausse viennent toutefois compenser partiellement ces mouvements :

- la consommation alimentaire est revue sensiblement à la hausse, contribuant à hauteur de +0,3 point à la révision de la dépense totale (elle décélère toutefois encore nettement entre 2007 et 2008, du fait de la hausse des prix alimentaires) ;
- la consommation de services financiers en volume est également revue à la hausse.

Le déflateur des dépenses de consommation des ménages n'est pas révisé, à +2,8%. Les légères révisions à la baisse en matière de produits manufacturés et de services immobiliers ont pour contrepartie des révisions à la hausse, également modestes, sur l'énergie et la santé.

5.2 La contribution de la FBCF à la croissance du PIB est inchangée

L'évolution de la FBCF totale en volume est revue en très légère hausse (+0,1 point, +0,4%).

Cette stabilité d'ensemble cache de fortes disparités par secteur et par produit :

- la FBCF des ENF est révisée en hausse (+1,0 point à +2,4%), notamment dans le bâtiment et les travaux publics ;
- la FBCF des ménages est révisée en légère baisse (-0,3 point à -1,4%) : la révision à la hausse de la FBCF en bâtiment est compensée par une révision en baisse de la FBCF en services immobiliers (i.e. frais d'agences immobilières acquittés par les ménages) et en services aux entreprises (i.e. principalement droits de mutation acquittés par les ménages en cas d'acquisition d'un logement) ;
- la FBCF des administrations publiques est révisée en nette baisse, suite à l'intégration des données du compte provisoire des administrations publiques (-3,3 points à -4,5%).

Tableau 5.2 : Principales révisions de la FBCF par secteur institutionnel (volumes chaînés)

	Niv. au	RD du T4	Prov. 2008	Contrib	SD 2007	Prov. 2008
	SD 2007	2008 (%)	(%)	écart	(%)	(%)
	Md€	CJO	CJO	total	non CJO	non CJO
Entreprises non financières	212,9	+1,4	+2,4	+0,5	+8,7	+2,6
<i>Dont produits manufacturés</i>	94,1	+1,0	+1,7	+0,2	+9,9	+1,9
<i>Dont bâtiment</i>	33,2	+3,5	+5,9	+0,2	+7,5	+5,9
<i>Dont travaux publics</i>	24,5	-4,8	+0,5	+0,3	+11,0	+0,7
<i>Dont services aux entreprises</i>	45,4	+5,2	+5,6	0,1	+8,3	+6,0
Ménages	116,3	-1,1	-1,4	-0,1	+5,5	-1,4
<i>Dont bâtiment</i>	86,8	-0,8	+0,1	+0,2	+5,0	+0,1
<i>Dont services immobiliers</i>	14,7	-3,0	-7,0	-0,1	+6,0	-7,0
<i>Dont services aux entreprises</i>	14,7	-2,1	-4,2	-0,1	+7,8	-4,1
Administrations publiques	62,3	-1,2	-4,5	-0,5	+4,5	-4,4
<i>Dont travaux publics</i>	18,3	-4,8	-5,5	0,0	+3,3	-5,3
Sociétés financières	14,6	+3,0	+6,0	+0,1	-6,0	+6,1
Total	408,8	+0,3	+0,4	+0,1	+6,5	+0,6

5.3 La contribution du commerce extérieur à la croissance est révisée en légère hausse (+0,1 point, à -0,2 point

La contribution des échanges extérieurs à la croissance du PIB est revue de seulement quelques centièmes à la hausse mais cela modifie l'arrondi avec une contribution à la croissance du PIB CJO de maintenant -0,2 point.

Cette révision globale très modeste cache toutefois des révisions de plus grande ampleur produit par produit.

Les révisions sont d'origines diverses :

- le solde des échanges de biens en valeur (source Douanes) est révisé d'environ -1,2 Md€ (contribution de l'ordre de -0,1 point de PIB) ;
- le solde des échanges extérieurs de services en valeur (source Balance des Paiements) est révisé de +3,3 Mds€ (contribution de l'ordre de +0,2 point de PIB) ;
- le solde de la correction territoriale (source Balance des Paiements) est révisé de -500 millions d'euros (contribution de l'ordre de -0,0 point de PIB) ;
- les prix des exportations et importations ont été révisés, avec notamment la substitution d'indices IPVI aux IVU utilisés jusqu'alors. Les révisions sur les prix ont globalement contribué à réviser la contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB en volume d'environ -0,1 point.

Tableau 5.3.1 : Principales révisions des exportations par produits (volumes chaînés)

	Niv. au SD 2007	RD du T4 2008 (%)	Prov. 2008 (%)	Contrib écart total	SD 2007 (%)	Prov. 2008 (%)
	Md€	CJO	CJO		non CJO	non CJO
Agriculture	11,9	+10,6	+17,5	+0,2	-2,3	+17,9
IAA	35,2	+1,3	+0,2	-0,1	+1,6	+0,5
Industrie manufacturière	336,1	+1,7	-1,8	-2,3	+2,5	-1,5
<i>Biens de consommation</i>	60,8	+4,2	+3,7	-0,1	+4,2	+3,9
<i>Automobile</i>	51,3	-9,8	-11,6	-0,2	+1,3	-10,9
<i>Biens d'équipement</i>	97,8	+5,4	+2,9	-0,5	+2,4	+3,1
<i>Biens intermédiaires</i>	106,2	+2,3	-4,1	-1,6	+2,3	-3,8
Energie	18,7	+7,0	+18,2	+0,4	-2,3	+18,0
Construction	-	-	-	-	-	-
Commerce	3,1	+0,0	+63,1	+0,4	-13,7	+63,2
Transport	20,9	-0,9	-3,0	-0,1	+6,1	-3,0
Activités financières	6,0	-2,5	+7,0	+0,1	+14,8	+7,0
Activités immobilières	-	-	-	-	-	-
Services aux entreprises	29,7	-1,8	-2,2	0,0	+3,7	-2,4
Services aux particuliers	1,9	+4,3	+31,8	0,1	-8,9	+31,8
Education, santé, action sociale	0,6	+0,0	-1,7	0,0	+8,9	-1,7
Administration	-	-	-	-	-	-
Correction territoriale	38,2	-5,7	-6,7	-0,1	+5,3	-9,1
Total	502,3	+1,1	-0,3	-1,4	+2,6	-0,2

Tableau 5.3.2 : Principales révisions des importations par produit (volumes chaînés)

	Niv. au SD 2007	RD du T4 2008 (%)	Prov. 2008 (%)	Contrib écart total	SD 2007 (%)	Prov. 2008 (%)
	Md€	CJO	CJO		non CJO	non CJO
Agriculture	9,8	-0,2	+3,9	0,1	+2,6	+4,2
IAA	28,0	+5,1	+6,0	0,0	+5,6	+6,1
Industrie manufacturière	352,5	+2,3	-0,3	-1,7	+7,4	-0,1
<i>Biens de consommation</i>	71,4	+4,9	+2,5	-0,3	+8,7	+3,0
<i>Automobile</i>	50,5	-2,1	-3,4	-0,1	+11,1	-3,1
<i>Biens d'équipement</i>	92,0	+3,4	+1,8	-0,3	+7,0	+2,1
<i>Biens intermédiaires</i>	138,7	+1,8	-2,0	-1,0	+5,5	-1,9
Energie	63,9	+3,6	+6,1	+0,3	-3,0	+6,2
Construction	-	-	-	-	-	-
Commerce	4,9	-10,9	-10,8	0,0	+4,5	-10,8
Transport	57,7	+0,9	-3,3	-0,2	+1,1	-3,6
Activités financières	3,9	-19,7	+1,4	+0,2	-12,5	+0,5
Activités immobilières	-	-	-	-	-	-
Services aux entreprises	30,9	-3,7	-4,1	0,0	+7,6	-4,0
Services aux particuliers	2,1	-8,5	+33,9	+0,2	-1,2	+34,0
Education, santé, action sociale	0,2	0,0	-1,5	0,0	-26,8	-1,5
Administration	-	-	-	-	-	-
Correction territoriale	27,3	+2,7	+2,9	0,0	+5,5	+3,5
Correction Caf-Fab	-13,5	-6,6	+2,8	-0,2	+0,3	+3,1
Total	537,6	+2,0	+0,6	-1,4	+5,4	+0,8

6 Principales révisions sur le compte des sociétés non financières et des ménages de 2008

6.1 Le recul du taux de marge des SNF est amoindri ; leur taux d'autofinancement baisse nettement

Par rapport aux comptes trimestriels (RD du 2008T4), le compte provisoire révisé la VA de des SNF de +0,8 point. D'une part, la révision à la baisse de l'activité (le PIB en volume est revu de -0,4 point) est en partie compensée par la révision des prix de valeur ajoutée à la hausse (le PIB en valeur n'est revu que de 0,1 point à la baisse), en particulier du fait du relèvement du prix de production de nombreux biens (via le relèvement du prix de la partie exportée de cette production). D'autre part, la TVA perçue est revue à la baisse, ce qui contribue mécaniquement à revoir la VA au prix de base à la hausse, en particulier celle des SNF. En effet, en comptabilité nationale, l'écart entre la « TVA théorique » (calculée en appliquant les taux sur les emplois) et la TVA effectivement perçue est rebasculé sur la valeur ajoutée. Enfin, le calage des comptes trimestriels sur le compte provisoire des sociétés financières conduit à réviser en baisse les consommations intermédiaires de services financiers par les sociétés non financières, contribuant également à réviser à la hausse leur valeur ajoutée.

Dans le même temps, la progression de la masse salariale super brute (y compris cotisations employeurs) est peu révisée par rapport aux RD du 2008T4 (de 0,1 point à +3,6%). En conséquence, l'ampleur du repli du taux de marge est plus que diminuée de moitié par rapport aux RD du 2008T4 : il diminue de 0,3 point en moyenne annuelle, pour s'établir à 31,3 % (son repli reste nettement accentué en glissement annuel).

Tableau 6.1.1 : compte des sociétés non financières

	2008Prov Mds €	évolutions en %		Évolution en Mds€		évol. des CT (CJO) en %		
		2007SD	2008Prov	2007SD	2008Prov	RD-T4	PROV	révision
Valeur ajoutée	992,1	5,4	3,1	49,6	30,3	2,2	3,0	0,8
Masse salariale super brute	646,2	4,5	3,6	27,1	22,7	3,5	3,6	0,1
Cotisations employeur	156,9	3,5	3,1	5,1	4,8	2,7	3,2	0,5
Salaires et traitements bruts	489,3	4,9	3,8	22,0	17,9	3,8	3,8	0,0
Excédent brut d'exploitation	310,3	7,4	2,2	20,8	6,5	-1,1	1,2	2,3
Revenus de la propriété versés	359,3	10,9	9,5	32,2	31,1	5,4	9,5	4,1
Revenus de la propriété reçus	254,6	14,3	7,3	29,7	17,3	6,0	7,3	1,3
Impôts sur le revenu et le patrimoine	45,2	3,6	5,0	1,5	2,2	-2,9	5,0	7,9
Épargne	130,4	10,9	-6,6	13,7	-9,2	-6,1	-8,5	-2,4
Formation brute de capital fixe des SNF	211,8	11,5	5,9	20,6	11,8	3,9	5,6	1,7

Compte tenu d'une épargne en net repli et d'un investissement qui décélère (de 11,5 % en 2007 à 5,9 % en 2008) mais reste positif, le taux d'autofinancement baisse fortement, de 8,2 points, après s'être stabilisé en 2007. Le taux d'autofinancement s'élève à 61,6 %. Il est révisé en hausse de + 5,6 points par rapport aux RD du 2008T4, mais il s'agit d'un effet de base (il a été fortement revu en hausse sur 2007 dans le compte semi-définitif) : en variation d'une année sur l'autre, sa baisse est accentuée (-5,8 points aux RD).

Tableau 6.1.2 : principaux ratios du compte des sociétés non financières

	niveaux			évolution (niveau)	évol. des CT (CJO)		
	2006DEF	2007SD	2008Prov		RD-T4	PROV	Révision
Capacité de financement en milliards	-54,4	-56,8	-71,3	-14,5	-91,7	-74,1	17,6
Taux de marge en pourcentage : EBE / VA	31,0	31,6	31,3	-0,3	30,3	31,1	0,8
Taux d'investissement en pourcentage : FBCF / VA	19,7	20,8	21,3	0,6	21,3	21,3	0,0
Taux d'autofinancement en % : RDB / FBCF	70,2	69,8	61,6	-8,2	55,0	60,6	5,6

Le taux d'investissement progresse encore, quoique que sur une pente plus modérée que les années précédentes ; il atteint 21,3% en 2008, son plus haut depuis 1974. Par rapport à la campagne précédente, le taux d'investissement n'est pratiquement pas révisé sur 2006-2008.

6.2 Le pouvoir d'achat du RDB des ménages est révisé en baisse

Le revenu disponible brut des ménages augmente en 2008 de 3,4 % après 5,2 % en 2007 ; il atteint 1 283,2 Mds€. Avec un prix de la dépense de consommation des ménages à +2,8 %, le pouvoir d'achat du RDB progresse de 0,6 %, en très net ralentissement par rapport à 2007 (+3,1 %).

Dans les comptes trimestriels (CVS-CJO), par rapport aux RD du 2008T4, l'évolution du RDB des ménages est revue en baisse de -0,4 point. Cette révision s'explique principalement par :

- une révision à la baisse des loyers reçus (y compris imputés) pour 0,15 point ;
- une révision à la baisse des salaires nets reçus (-0,05 point) ;
- une révision à la hausse des impôts sur le revenu (-0,15 point).

Tableau 6.2.1 : compte des ménages (en valeur, Mds€)

	2008Prov	évolutions en %		Évolution en Mds€		évol. des CT (CJO) en %		
	Mds €	2007SD	2008Prov	2007SD	2008Prov	RD-T4	PROV	Révision
Excédent brut d'exploitation/Revenu mixte	298,6	6,8	4,3	18,3	12,2	5,4	4,6	-0,8
revenu mixte des EI	123,0	5,0	4,2	5,6	5,0	5,3	5,1	-0,2
EBE + revenu mixte hors EI	175,6	8,2	4,3	12,7	7,2	5,5	4,8	-0,7
Salaires bruts reçus	749,7	4,4	3,2	30,5	23,5	3,3	3,2	-0,1
Salaires nets reçus	648,9	4,5	3,5	27,0	21,9	3,6	3,5	-0,1
Prestations sociales en espèces reçues	377,8	3,6	3,5	12,7	12,7	3,8	3,5	-0,3
Impôts sur le revenu	167,0	1,3	4,6	2,0	7,4	3,5	4,6	1,1
Cotisations sociales	391,8	3,5	2,8	12,8	10,5	2,8	2,8	0,0
dont patronales	266,0	3,6	3,1	8,9	8,0	3,2	3,1	-0,1
Revenus de la propriété reçus	173,6	9,9	7,5	14,5	12,2	5,0	7,5	2,5
Revenus de la propriété versés	45,9	35,5	21,9	9,9	8,2	15,0	21,9	6,9
Revenu disponible brut	1283,2	5,2	3,4	61,1	42,6	3,9	3,5	-0,4
Consommation finale effective	1409,6	4,4	3,7	57,4	50,9	3,9	3,6	-0,3
transferts sociaux en nature	-322,8	4,0	3,7	-11,9	-11,5	3,2	3,6	0,4
Dépense de consommation finale	1086,8	4,5	3,8	45,5	39,4	4,1	3,6	-0,5
Épargne brute	196,3	8,7	1,7	15,5	3,2	3,0	3,0	0,0
Impôts en capital	7,9	6,8	-11,3	0,6	-1,0	-11,5	-11,3	0,2
Formation brute de capital fixe	133,7	9,4	3,5	11,0	4,6	4,9	3,5	-1,4
EI	12,8	6,8	-0,4	0,8	-0,1	1,0	-0,4	-1,4
ménages purs	120,9	9,6	4,0	10,2	4,6	5,3	4,0	-1,3

Tableau 6.2.2 : principaux ratios du compte des ménages

	niveaux			évolution (niveau)	évol. des CT (CJO)		
	2006DEF	2007SD	2008Prov		RD-T4	PROV	Révision
Capacité de financement en milliards d'Euros	55,6	58,9	58,2	-0,7	65,3	60,1	-5,2
Taux d'épargne des ménages (en %)	15,1	15,6	15,3	-0,3	15,6	15,4	-0,2
Taux d'épargne financière des ménages (en %)	4,7	4,7	4,5	-0,2	5,3	5,0	-0,3

La dépense de consommation des ménages progressant en valeur de 3,8 % contre 3,4 % pour le RDB, l'année 2008 enregistre une baisse de 0,3 point du taux d'épargne à 15,3 %. Par rapport aux RD du 2008T4, l'évolution du taux d'épargne n'est pas revue sur l'année 2008 mais son niveau est abaissé du fait d'un effet base (-0,2 point dans le compte 2007 semi-définitif).

Le taux d'épargne financière ne baisse que très légèrement (de 4,7 % à 4,5 %) malgré la baisse du taux d'épargne et une progression en valeur de l'investissement un peu plus soutenue que le RDB (quoiqu'en ralentissement : 4,0% après 9,6 % en 2007). Ceci s'explique par la baisse votée en loi TEPA des droits de succession (impôts en capital).